

ENTRETIEN AVEC LES LIP

le monde libertaire



rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 256 JEUDI 16 FÉVRIER 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

LES 12 et 19 mars prochains, la démocratie bourgeoise nous invitera une fois de plus à participer en masse aux rites successifs des élections: des présidentielles aux municipales, en passant par les divers stades du centralisme jacobin (cantonales, législatives), le principe électoral, posé comme jalon essentiel de la démocratie, est profondément enraciné dans les bonnes consciences. Assimiler vote à délégation de pouvoir est pourtant acquis dans quelques milieux politico-intellectuels, mais loin de prendre en considération cette évidence minimum et d'en déduire de nouvelles formes de propositions et d'actions, les dits-milieux se lancent à corps perdus dans le processus électoral, légitimant leurs positions par un haut réalisme de la conscience politique, ils se coupent ainsi nécessairement d'une base populaire qu'ils prétendent représenter.

En cette période de propagande forcenée en vue des législatives, les divers intérêts en présence entendent perpétuer très classiquement le jeu électoral et ses impasses inéluctables, tout en pérorant pour le moins curieusement sur la nécessité absolue que «la population française prenne ses affaires en main»: ce thème hautement philanthropique est repris par tous les partis, quoique nuancé selon les cas. Mais libre à ceux qui ont plus à cœur l'autogestion que les têtes d'affiches politiques de refuser la foire législative et de s'employer à diffuser des propositions d'action directe des populations en vue d'une pratique éducative d'autoorganisation.

Engager une critique négative des élections ne se conçoit que dans le cadre d'un refus global de l'appareil politique étatique et de ses pouvoirs législatifs, exécutifs, judiciaires. Présentement, le refus de s'engager dans les législatives doit s'accompagner rationnellement de la proposition positive d'une autre idée de l'organisation. Dans une optique radicalement libératrice et révolutionnaire, la base «politique» de l'organisation humaine doit être la commune: au «gouvernement des hommes» substituer «l'administration des choses», remplacer les fonctions politiques et bureaucratiques inhérentes à tout Etat par des fonctions administratives communales, autonomes et décentralisées. Cette notion d'administration libre et autonome n'est ni synonyme de bureaucratie ni d'autarcie.

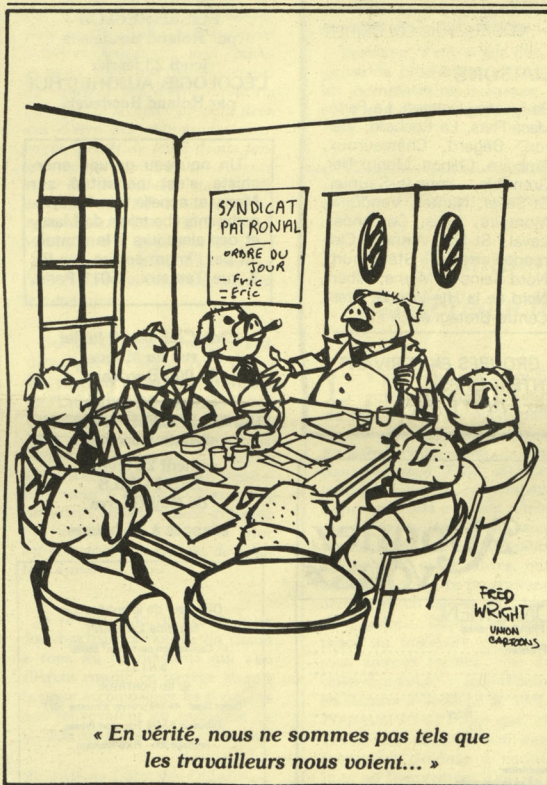
L'organisation administrative et communaliste existe parfois structurellement, mais très partiellement, dans certaines communes: conseils de quartiers (autonomes ou impulsés par la municipalité), commissions municipales (impulsées par la municipalité). Néanmoins, dans l'optique dirigiste des municipalités élues, les conseils de quartiers ne sont qu'un lieu de discussions consultatives sur des projets acquis, les commissions «élargies» sont essentiellement composées de conseillers municipaux qui conservent toutes leurs prérogatives vis à vis d'éventuels participants invités. Le conseil municipal reste, par le processus électoral, le principal censeur de la vie communale.

Il paraît souhaitable, dans l'optique autoorganisationnelle, que s'effectue une contestation pratique du rôle intrinsèque du Conseil Municipal, en direction d'une redéfinition des potentialités créatrices d'une future fédération communale des conseils de quartiers. Un glissement, progressif ou brutal, du pouvoir décisionnel et autoorganisationnel s'effectuant au profit de l'autoéducation des populations, de leur confrontation envers leurs propres capacités, parviendrait à créer une structure non oppressive, un tissu social garantissant l'autonomie des groupes, collectivités et individualités. A la structure verticale et hiérarchique, il convient d'opposer la révolution d'une organisation horizontale et fédérative. De plus, la fédération des communes sur l'ensemble régional peut seule provoquer l'entraide et une solidarité sociale sincère et spontanée.

Il ne s'agit pas ici de prétendre à une vue totale et exemplaire de l'organisation «politique» de la commune, mais de jeter schématiquement quelques idées pour une action directe de la population sur son organisation sociale. Plutôt qu'entretenir le mythe infantil de l'élection qui résoud tout, provoquons un large débat immédiat sur nos possibilités théoriques et pratiques de l'autoorganisation.

LA VOIE ÉLECTORALE

EST
ELLE
LA
BONNE
?



« En vérité, nous ne sommes pas tels que les travailleurs nous voient... »

A la petite semaine

LA MODE DE RAYMOND BARRE

Si nous sommes bien d'accord pour dire que le relèvement du SMIG à 2400 F ne changera en rien nos conditions d'hommes exploités, il n'en reste pas moins vrai que nous ne négligeons pas, en tant que travailleurs et consommateurs, les augmentations de salaire. Pouvoir manger tous les jours de la viande et des légumes frais n'est chose courante dans ce régime que pour ceux qui ont des possibilités financières élevées. Parmi ceux-là, certains se distinguent par leur cynisme tel R. Barre qui déclarait récemment: «le SMIG est à la mode».

Délaisser l'hôtel Matignon, jugé trop inconfortable pour avoir un appartement de 200 m² dans VII^e, c'est à la mode? Payer pour celui-ci un loyer de 8500 F sans les charges, c'est à la mode? En agissant ainsi, on se demande pour qui nous prend ce Barre. Sans doute ce lourdeau aux oreilles d'une pensée également qu'après tout les taudis, les caves qu'on loue 800 F par mois pour loger quatre personnes, c'est à la mode?

Pour les smicards, bien sûr...
Pierre BIGORGNE

FOP 2520

Le groupe libertaire Maurice Fayolle de Tours organise
JEUDI 23 JANVIER
 à 20 h 30
 un cercle d'études libertaires sur le thème
AGIR POUR L'ANARCHISME EN TOURAINE
 invitation cordiale
 aux sympathisants libertaires tourangeaux
 Pour le local s'adresser
 aux compagnons du groupe

La liaison FA de Grenoble ouvre un cycle de réunions-débats un vendredi sur deux à 20 h 30
 Tous les sympathisants sont invités
 Pour le lieu, se renseigner auprès des militants
 vendredi 24 février à 20 h 30
FACE AUX ÉLECTIONS LES PERSPECTIVES AVEC LES ANARCHISTES

Un groupe départemental démarre dans le Lot avant de se scinder, par la suite, en 3 groupes: Cahors, Figeac et Gourdon. Isolés qui lisez le *Monde Libertaire*, prenez contact au plus tôt par l'intermédiaire des R.I., 3 rue Ternaux 75011 Paris.

Le groupe libertaire La Boétie organise
MERCREDI 22 FÉVRIER
 à 20 h 30
 une réunion ayant pour thème

INFORMATIONS SUR L'OBJECTION DE CONSCIENCE
 avec Maurice Montet
 Salle du centre administratif
 place de l'hôtel de ville à Asnières

Les militants FA du Centre-Bretagne appellent les libertaires, sympathisants et lecteurs du *Monde Libertaire* à les contacter en vue de l'extension du mouvement libertaire en Bretagne et de la création d'un groupe dans le Centre-Bretagne.

Ecrire à Publico qui fera suivre.

Le groupe anarchiste d'Aulnay-Sevrans organise
SAMEDI 25 FÉVRIER
 à 14 heures
 une conférence-débat sur le thème
L'AUTOGESTION
 Centre Alpha
 3, Allée des Pensées
 93 Bondy

Cours du groupe libertaire Louise Michel
 chaque jeudi à 20 h 30
 10, rue Robert Planquette
 75 018 Paris

jeudi 16 février
ELISÉE RECLUS
 par Roland Bosdeveix

jeudi 23 février
L'ÉCOLOGIE AUJOURD'HUI
 par Roland Bosdeveix

Un nouveau groupe anarchiste s'est constitué sur Massy et appelle tous les sympathisants libertaires de Massy et des alentours à le contacter par l'intermédiaire des R.I., 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Ciné-Club du 19 juillet
 7, rue du Muguet
 33 000 Bordeaux
 samedi 18 juillet
FRANCE SOCIÉTÉ ANONYME d'Alain Corneau
 samedi 25 février
LES FUSILS
 de Ruy Guerra
 séances à 21 heures

Directeur de la publication
Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 55635
 S.N.I.S.C.
 93 100 MONTREUIL
 Dépôt légal : 44 149 premier trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi-Routage

Meeting à Orsay

Les anarchistes face aux élections

Les groupes de la Fédération Anarchiste de la banlieue sud de Paris ont organisé, mardi 7 février, un meeting à Orsay. Le thème en était «Les anarchistes face aux élections». Ce premier meeting suivi d'un débat se voulait le premier d'une série de manifestations qui devraient permettre d'étendre notre propagande sur toute la banlieue sud. En effet, face aux puissants moyens financiers mis en œuvre par la bourgeoisie (de droite comme de gauche) pour préparer les prochaines élections législatives, les groupes F.A. de notre région ont décidé de réunir leurs forces et leurs moyens pour faire entendre la voix des anarchistes par dessus la mêlée électoraliste.

Le meeting lui-même était découpé en trois grands axes:
 - L'analyse économique et sociale de notre société en crise,
 - Les propositions ou plutôt les promesses électorales des partis politiques,
 - Et enfin, ce que nous proposons, nous militants de la Fédération Anarchiste.

Nous ne reviendrons pas sur les deux premiers points pour lesquels on peut se reporter aux différents articles parus dans *Le Monde Libertaire*. Mais, on peut rappeler le dernier point dans lequel un camarade a bien expliqué que nous n'avions pas de programme, ni de promesses à faire, mais que face à la solution de facilité qui consiste à aller voter, nous proposons la difficulté, c'est à dire que chaque individu se prenne en charge lui-même afin qu'éclate enfin la révolution sociale par le biais de la grève gestionnaire et expropriatrice.

Il s'ensuit un débat qui permet de clarifier nos positions d'une part sur les élections, mais aussi sur divers problèmes tels que la RAF, le sabotage ou l'autogestion.

En conclusion de ce meeting, on peut regretter d'une part que l'assemblée ne fut pas plus nombreuse (120 à 150 personnes, mais nous restons optimistes quant à l'avenir et nous espérons que les personnes présentes auront compris notre message les invitant à se joindre à notre combat pour l'émancipation de l'homme, leur expliquant qu'ils ne devaient plus rester de simples spectateurs contemplatifs, mais de véritables acteurs afin de construire un monde nouveau, un monde où, comme selon le mot de la première Internationale, le soleil pourra briller pour tous.

Groupe libertaire Orsay-Bures

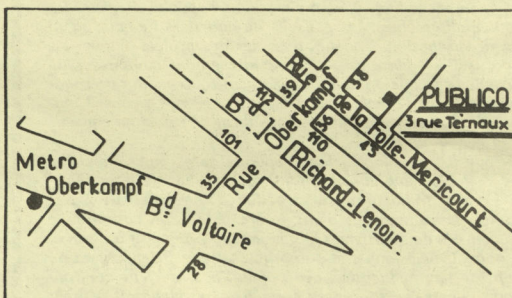
Le numéro 2 de Volonté anarchiste, la revue éditée par le groupe libertaire de Fresnes-Antony, est paru. Il s'agit de la traduction d'un texte de camarades italiens intitulé: CAPITALISME, RESTRUCTURATION ET LUTTE DE CLASSE.

Les abonnements et le courrier sont à envoyer à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris. Adressez les abonnements au nom d'ASH au CCP 21 600 42 C PARIS.

En vous abonnant, vous pouvez inclure, en le précisant, la réception du numéro 1, RÉFLEXIONS SUR L'ANARCHISME de Maurice Fayolle.

Le numéro 3 de Volonté anarchiste, qui paraîtra dans un mois, rassemblera des textes dont certains tirés de la revue Noir et Rouge sur la position des anarchistes face aux élections, et un texte du groupe Fresnes-Antony sur les élections de 1978.

La brochure: 7 F, l'abonnement (8 numéros): 60 F



IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze jours est nécessaire avant la mise en route de cet abonnement. Les paiements effectués par chèques sont à libeller à l'ordre de PUBLICO exclusivement.

Les Administrateurs

Groupes

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE
 CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANÇON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE
 BEAUCERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISÈRE : BOURGOIN
 LOIRE-ATLANTIQUE :
 NANTES
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LÔ
 MORBIHAN : LORIENT
 NIÈVRE : NEVERS
 NORD : LILLE-ROUBAIX-
 TOURCOING
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :
 BAYONNE - BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN,
 LE HAVRE, GROUPE ESTU-
 DIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULON -
 NAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉ-
 PARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES'

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS
 (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 GROUPE B.N.P. PARIS
 CERCLE INTER-ENTREPRISES
 DE CALBERSON (PARIS 18°)
 CERCLE INTER-BANQUES

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ÉCRIVANT
 AUX RELATIONS INTÉRIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis
 dans les arrondissements sui-
 vants : 2°, 5°, 10°, 11°, 13°,
 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN
 DE FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY-SUR-ORGE
 - CORBEIL-ESSONES
 - BRUNOY ET LIAISON
 SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY-SUR-MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY-LES-MOULINEAUX
 MEUDON, BOULOGNE-BIL-
 LANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
 - NORD DES HAUTS-DE-
 SEINE
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE-COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-
 Macé-Fliers, La Rochelle, Vier-
 zon, Bégard, Châteaurox,
 Amboise, Chinon, Montpellier,
 Grenoble, Lons-le-Saunier,
 St-Sever, Nantes, Vendôme,
 Montoire, Blois, Coutances,
 Laval, St-Lô, Vannes, Cler-
 mont-Ferrand, Starsbourg,
 Nord Seine-et-Marne, Albert,
 Nord de la Hte-Vienne, Brest,
 Centre-Bretagne, Le Puy.

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.06 CCP Publico 11289-15 Paris

	TARIF	
	Sous pli fermé	Etranger
France		
3 mois	35 F	55 F
6 mois	65 F	110 F
12 mois	125 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

**Abonnez
 vous**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Réabonnement

Régime (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

Procès d'un antimilitariste à Chartres

Prison ferme pour un objecteur ?

MADAME la procureur a «gaffé» lundi 6 février au tribunal correctionnel de Chartres. Avant de réclamer une peine de prison ferme à l'encontre de Pierre Cailliau, objecteur-insoumis au décret de Brégançon, elle a, en évoquant la nécessaire égalité entre les citoyens, fait valoir que les appelés ordinaires «perdaient» une année de leur vie (1). On était heureux de l'entendre dire! D'autant qu'il n'est pas vrai que le service national soit «égalitaire» puisque, selon les chiffres mêmes du ministère des Armées, 2 appelés sur 3 vont à la caserne, soit 2 jeunes gens sur 6 (en comptant les filles).

Madame la procureur avait des excuses: elle débute dans la métier et le tribunal était comble - 200 personnes environ - un public attentif, mobilisé, qui n'hésitera pas à applaudir M^e Courcelle du barreau de Chartres, pendant sa plaidoirie.

Pierre Cailliau, objecteur depuis juin 75, s'est insoumis à l'affectation à l'ONF. Comme la plupart des objecteurs poursuivis ac-

tuellement, il était néanmoins prévenu de «désertion»; ce n'est pas un hasard: si un insoumis risque de 2 mois à 1 an de prison, le déserteur risque de 6 mois à 3 ans!

M^e Courcelle n'a pas manqué

de dénoncer cette qualification qui s'inscrit dans le cadre d'une répression judiciaire déclanchée au mois d'octobre. Il lui était facile aussi de s'étonner que les objecteurs-insoumis quasi ignorés jusqu'à l'automne 77 soient mas-



Lyon

La militarisation libérale avancée

A Lyon, une intense activité antimilitariste a vu le jour en ce début d'année.

— lundi 30 décembre: procès de 25 membres du Groupe Insoumission, pour diffusion de tracts le 28 mai. Ils sont inculpés de provocation à la désertion et à l'insoumission.

— mercredi 1^{er}: procès d'un objecteur insoumis à l'ONF (inculpé de désertion pour s'être rendu à la visite médicale), Pierre-Yves Aubert.

Voilà pour les faits de justice.

— vendredi 27 janvier: gala antimilitariste de soutien aux deux procès.

— lundi 30 janvier: manif, distribution de tracts dans le centre de Lyon, à la suite du procès des 25 membres du Groupe Insoumission.

— mardi 31: action de 10 membres du Groupe Insoumission, qui pénètrent dans la caserne de la Vitriolerie pour y diffuser des tracts. A cette occasion, deux insoumis sont arrêtés, Gilbert Souscoudis et Jacques Rousset.

Jusqu'à tout se passait presque bien, sans incidents majeurs avec les forces de l'ordre, si ce n'est un filtrage des entrées au tribunal. Mais voilà, la fable libérale s'arrête là! Les forces de la répression s'avancent.

Mercredi 1^{er} février, procès de Pierre-Yves Aubert. Quelques problèmes dans la salle du tribunal: alors qu'il reste des places, une bonne centaine de personnes sont maintenues à l'extérieur du tribunal par les gardiens de la «justice» de notre pays. Des contrôles de cartes d'identité ont lieu, là aussi. Le procès se termine au cri de «nous sommes tous des insoumis». La salle est évacuée. 200 personnes environ se retrouvent dehors, sous la pluie, derrière une banderole de soutien aux 2200 objecteurs-insoumis. Spontanément, la manifestation se dirige vers le centre de la ville, tout en diffusant un tract du CLO rappelant la répression qui s'abat sur les objecteurs et soutenant les autres luttes antimilitaristes. Derrière nous, les voitures sympathiques des forces de répression s'agitent. Par de petites rues, nous arrivons dans la rue de la République, rue centrale et piétonnière de Lyon. Ça sent le filic en civil (plus que d'habitude). Les voitures de CRS arrivent et leurs occupants chargent aussitôt, sans aucune sommation (il faut rappeler qu'il pleut et que là rue est bien vide...). Au passage, une personne âgée est blessée par le zèle de nos poursuivants.

Pour la centaine de manifestants qu'il reste, ils ont sorti le grand jeu. Il faut pourtant préciser qu'aucun incident n'a eu lieu. Ils ne peuvent même pas nous taxer de casseurs irréductibles. Au deuxième regroupement, le même scénario se reproduit. Une vingtaine de personnes sont arrêtées pour vérification d'identité. Et de plus, les CRS sont moins tendres que jamais... Mercredi 1^{er}, dans le centre de Lyon, il faisait mauvais pour tous ceux et toutes celles qui ont une tête différente, différente de celles des matraqueurs, en uniformes ou en civil.

Pourtant, les antimilitaristes lyonnais ont bien l'intention de refaire courir les forces protectrices de l'Etat libéral avancé.

Jean-Michel

sivement poursuivis depuis. L'arrivée de M. Peyrefitte au ministère de la justice explique-t-elle ces poursuites subites?

La croisade contre la violence passe-t-elle par la chasse aux objecteurs?

Les aspects humiliants, insupportables, du décret de Brégançon, la légitimité du combat des objecteurs, avaient déjà été affirmés avec force par les témoins - Xavier, déserteur, jugé et amnistié, Philippe, insoumis depuis 74, jamais poursuivi, Charley, ancien soldat qui, pour manifester sa solidarité à Pierre, renvoyait avec 5 autres copains son livret militaire. L'un d'entre eux devait rappeler que «si 2000 objecteurs (20 en Eure-et-Loir) sont entrés collectivement dans l'insoumission, c'est que les objecteurs ne refusent pas d'être militaires un an pour accepter pendant deux ans d'être des manoeuvres sous-payés, privés de leurs droits fondamentaux et mis en concurrence avec les travailleurs de l'ONF, des BAS, du SEC. Et ceci notamment à l'heure où Paul Dujoud, Michel Debré appellent de leurs vœux l'instauration d'un service civil généralisé, institutionnalisant le bénévolat.

Sur son bureau, en ouvrant l'audience, le président avait trouvé des motions de soutien provenant de l'Union Pacifiste, de l'UIS-CFDT, de la CGT, du PC, du PS, de la LCR ainsi que de nombreuses lettres et télégrammes de soutien. L'un d'eux était adressé personnellement à Pierre Cailliau et le président aura la bonne grâce de lui transmettre: «Sommes avec toi courage. Des lycéens de Châteaudun!»

A la sortie, le comité de lutte des objecteurs offrait du vin chaud à tous les participants qui s'en allèrent ensuite en cortège jusqu'à la poste accompagner les 6 copains qui renvoyaient au ministère de la Défense leurs livrets militaires.

Comité de Lutte des Objecteurs de Chartres

Désarmement

Questions sans réponse

QUAND V.G.E. parle de politique extérieure et de désarmement, il le fait avec un aloi prodigieux et cela sans que la presse ne regimbe à commencer par ces interviewers (*Le Figaro*, *Nouvel-Observateur*, *Radio-France*, *Europe 1*) qui ne lui posent que des questions à cent sous, très subalternes, ce qui permet à sa majesté de se flatter à bon compte des options prises par lui-même, le bon choix quoi!

Pourtant: l'importance des sujets aurait mérité des propos plus profonds. Aucun des journalistes, celle du *Nouvel-Observateur* compris (eh ouï!) n'a cherché à dégager les points de convergence entre la politique étrangère et la politique de Défense. Celles-ci s'imbriquent étroitement et quand V.G.E. nous parle de désarmement, personne n'ignore que la cloche sonne faux. Pourquoi diable saborderait-il l'Etat qu'il détient?

Un fort intéressant rapport sur la défense en France, fait par la Libre-Pensée dans sa revue *L'idée libre*, nous rappelle que le rôle de l'armée peut être défini à partir de 3 objectifs:

— Celui de protection du territoire et, en cas de crise politique intérieure, d'assurer le bon fonctionnement de l'appareil d'Etat. Rappelez-vous les fameuses ordonnances gaulliennes de 1959 traitant de l'organisation générale de la défense... contre l'ennemi intérieur. Gageons que le prolétariat y aura droit le jour où celui-ci ne voudra plus marcher dans les clous.

— De sauvegarder les intérêts économiques de la France dans le monde en particulier par la surveillance des grandes routes stratégiques, maritimes en particulier.

— Servir de support logistique à la diplomatie. Les affaires du Tchad, du Zaïre et de Mauritanie attestent qu'il n'existe pas de politique étrangère efficace sans la menace, voire l'utilisation de la force.

Le président a eu la négligence, bien pardonnable, de ne pas nous inviter. C'est dommage car nous lui aurions posé des questions de cet ordre, ce qui aurait permis à celui-ci de jeter le masque de ses réelles intentions, de discréditer sa pseudo-volonté de désarmement, bref de replacer son action dans l'optique conservatrice, militariste qui est la sienne. Sur ce point, les véritables pacifistes ne nous démentiront pas.

Sa majesté juge l'idée d'un désarmement total de la France peu réaliste. Pourtant un aussi ardent défenseur de la République et des droits du citoyen ne devrait pas oublier que rien n'est irréalisable et qu'avant 1789 la révolution paraissait chose irréaliste... Mais on sait bien que toute autre éthique, toute autre conception organisationnelle de la société que celles des tenants de notre exploitation est par nature utopique. Le bon sens n'est jamais du côté des autres.

De plus, au cours de cette conférence de presse, les journalistes n'ont pas osé aborder les problèmes relatifs au désarmement, laissant sans doute au réaliste Giscard le soin de faire descendre, à défaut de la supprimer, notre prospère industrie de l'armement de sa place de bronze dans le carrousel des grands producteurs mondiaux. L'armée a donc encore de beaux jours devant elle, la guerre aussi...

Vraiment, il n'y a que des gens de notre acabit pour poser ce genre de problèmes, en bons utopistes bien sûr. A croire que les journalistes ne maîtrisent pas leur dossier. Non, en vérité, ils sont tout simplement alignés. Quelle morosité l'information!

Roland BOSDEVEIX

Comment procéder à l'autoréduction E.D.F. -15%

Le problème nucléaire figure maintenant à l'ordre du jour de tous les partis politiques: les uns condamnant, les autres s'interrogent... Pendant ce temps, EDF, seraine, poursuit travaux et prospections, tout cela au nom d'une notion de la démocratie assez particulière. Les manifestants de Malville, entre autres, ont voulu dire non à ce programme démentiel: on sait ce qu'il leur en a coûté... Depuis, la résistance au nucléaire continue, sous diverses formes. Une de celles-ci consiste à auto-réduire ses factures d'électricité de 15%. Pourquoi 15%? Parce que, en 1975, EDF obtenait une augmentation destinée à contribuer au financement d'un pro-

gramme électro-nucléaire. Voilà, donc, le mode d'emploi de l'auto-réduction EDF 15%: — Annuler, le cas échéant, le prélèvement automatique de vos factures sur compte bancaire ou postal. Prévenir également EDF.

— Au reçu de la facture, calculer 15% du montant hors taxes de votre consommation en électricité + abonnement. Retrancher la somme ainsi trouvée au total général, et payer le nouveau montant. Joindre éventuellement (c'est à vous de voir) une lettre explicative.

— Prévenir, sans tarder, le coordinateur de votre coin.

Ph. C.

en bref...en bref...

L'association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac (APAL) s'est fixée les objectifs suivants dans le cadre du refus-redistribution 3% de l'impôt pour 1978:

- nouveau prêt pour le troupeau de Montredon,
- achat d'un tracteur,
- logement à Lavailles,
- électricité à St-Martin, eau à Portensac,
- bergerie aux Truels, installation utilisant les énergies douces...

Le 20 février se déroulera à 14 h, le procès de 4 personnes ayant distribué des tracts en faveur de Cabaret, insumis total. Elles sont inculpées de «provocation à l'insoumission». Ce procès aura lieu au tribunal correctionnel d'Orléans. Les inculpés sont Saillard, Lefèvre, Pincini et Cabaret, l'insoumis lui-même.

Le MLAC de Gennevilliers informe qu'il a récemment envoyé une lettre à Ingmar Moeller (membre de la RAF, condamnée à 4 ans de réclusion voilée plus de 4 ans et demi et toujours en détention) par l'intermédiaire de son avocate.

Celle-ci ayant droit à un examen en règle avant chaque visite, ne peut entrer dans la cellule qu'en robe de chambre et doit apprendre les messages par cœur, papier et crayons étant naturellement interdits.

Pour avoir écrit: «Accepter l'arme atomique, c'est se rendre complice par négligence ou passivité du plus abominable forfait que l'homme ait jamais prémédité contre l'homme», cette phrase de Rostand, Serge Levillayer avait été condamné à 160 F d'amende en 76, après une longue démarche juridique, en janvier 78, la cour d'appel se prononce: 3 F d'amende, mais Serge est condamné aux dépens.

Pour mener à terme des interventions collectives sur un certain nombre de points précis (cadre de vie, transports, consommation, information locale), des individus ont constitué sur Palaiseau et Villebon, le CLIADE (comité local d'information et d'action pour la défense de l'environnement). Ce comité se réunit les premiers et troisièmes mardis de chaque mois à la MJC de Palaiseau. Pour contacts: CLIADE, BP 125, 91121 Palaiseau.

RECTIFICATIF

Le meeting sur la psychiatrie annoncé dans notre précédent numéro, et qui doit avoir lieu le 18 février à 14 h, 33 rue de la Grange aux Belles à Paris, traitera en fait du problème des handicapés.

LIBRE EXPRESSION
DANS LA C.G.T. ?

On sait que depuis quelques temps - très exactement depuis la rupture des négociations sur l'actualisation du programme ex-commun - ont été posés au sein de la CGT les termes d'un débat sur le droit à l'expression des divers courants qui se manifestent dans la confédération. Cette situation ne va pas sans susciter quelques remous: cette centrale syndicale avait jusqu'à présent une telle image de monolithisme bureaucratique que les déclarations de ses principaux dirigeants sur ce problème ont pu provoquer chez certains militants espoir et enthousiasme. Qu'en est-il exactement?

A l'origine de ces «remous», deux interventions: celles de Claude Germon, maire de Massy, et de Pierre Carassus, tous deux membres de la commission exécutive nationale du Parti Socialiste, à propos des positions prises sans discussions préalables au sein de la confédération et du bureau confédéral. Six militants nantais avaient également adressé à la direction nationale une lettre allant dans le même sens, lettre à laquelle répondait Georges Séguy dans *La Vie Ouvrière*... mais qui n'a, elle, jamais été publiée! Par contre, on a pu lire dans les colonnes de la V.O. quantité d'articles (de Krasucki, Postel, Jacquet et consorts) en soutien à la direction confédérale, alors même que les quelques «opposants», bien timides, il faut le souligner, n'ont pas droit à une seule ligne dans la presse syndicale.

Et pourtant, Séguy annonce dans *Le Monde* que «toutes les conditions propres à la libre expression, au sein de la CGT, des idées qui s'y échangent, y compris dans la presse confédérale, doivent être créées. Et de renouveler cette idée dans une interview accordée à *L'Express* la semaine dernière: «nous ferons, dans *La Vie Ouvrière* et dans *Le Peuple*, un dossier sur toutes les opinions qui se sont exprimées au sein de la CGT. Même si celles qui ont contesté la ligne confédérale sont sans grande importance numérique, je suis pour qu'elles puissent s'exprimer librement».

En fait, il est clair que le seul débat que seraient à même d'admettre actuellement - et encore! - les dirigeants de la CGT concernerait les divergences d'opinion entre Parti Socialiste et Parti Communiste. Et il n'est pas du tout évident que la grande masse des syndiqués s'y retrouve...

Le 7 février se réunissait la commission exécutive nationale qui, pour la première fois, jouait les «remous» importants. Mais, à côté des attaques contre le PS; similaires à celles formulées par le PC, la CE précisait bien que la VO et *Le Peuple* ne publieraient de dossiers que sur la discussion en cours, que la CE juge d'ailleurs comme close. Séguy - encore lui! - a ainsi tenu à préciser qu'il ne s'agissait de toute façon absolument pas de l'instauration de tribunes libres dans la presse syndicale, mais uniquement de «réfléter l'état de la discussion et les sujets en débat». Passé ce cap, on en revient à la situation initiale. Une mise au pas, en quelque sorte...

Ceux qui avaient pu un moment espérer la totale liberté d'expression au sein de la première centrale syndicale de France en seront donc pour leurs frais. Quoi d'étonnant à cela? Il eut effectivement été difficile d'imaginer

un tel revirement de la part de dirigeants qui ont assis leur pouvoir pendant des années sur un monolithisme que nous jugeons pour notre part incompatible avec l'expression de la combativité de classe des travailleurs et idéologiquement autant qu'humainement désastreux. De toute façon, l'impression qui se dégageait de tous ces événements était bien que le «débat» n'aurait été qu'une transposition des divergences politiques entre PC et PS au niveau du mouvement syndical. Ce qui, on s'en doute, aurait été loin de satisfaire les anarchistes qui militent au sein de la CGT - avec quelles difficultés! - et qui, en tant que révolutionnaires, auraient été écartés du droit à la liberté d'expression...

Autre chose: *La Vie Ouvrière*, lors d'un récent numéro, a appelé les circonstances de la scis-



sion de 47 - encore une manière pour nos bonzes confédéraux de défendre l'attitude du PC -. Il faut bien voir que ce rappel n'est pas le produit d'un pur hasard: il s'agissait effectivement, par un de ces raisonnements obtus dont la direction confédérale a le secret, de brandir le spectre de la scission organisée par une quelconque fraction, à l'occasion de ces «remous» autour de la liberté d'expression. Nous voudrions rappeler aux dirigeants cégétistes membres du PC les circonstances d'une autre scission: celle de 1921. A l'époque, en face de la direction réformiste des Jouhaux, Merrheim et Dumoulin, se dressait une minorité se proclamant «syndicaliste révolutionnaire» et à laquelle participaient les anarchistes... et les communistes. Ne vous souvenez-vous pas que les droits de tendance et d'expression étaient alors parmi vos principaux chevaux de bataille? Et que la scission de 21 n'avait été possible que parce que, justement, la liberté d'expression avait été bafouée par les dirigeants qui avaient organisé les exclusions contre les militants anarchistes et vous-mêmes?

ENCORE UN COUP DE
BALAI À LA C.F.D.T.

C'est un véritable coup de force que les militants de l'Action Catholique Ouvrière et du Parti Socialiste ont effectué au sein du syndicat CFDT-BNP section Paris. Après les différentes affaires de dissolutions, d'exclusions et de licenciements relatés dans le *Monde Libéraire* (UL 8^e et 9^e, UR Bordeaux, PTT Lyon, etc.) les jésuites de la CFDT ont frappé une nouvelle fois en suspendant la section la plus importante du crédit, la section BNP-Paris.

L'affaire commence par la publication d'un texte intitulé *Une impérieuse nécessité: redonner à notre section syndicale les moyens de fonctionner correctement*. Ce texte devant servir de contributions aux débats du congrès de section, était un véritable réquisitoire contre diverses actions menées par les militants les plus actifs de la section. Il est reproché notamment d'avoir appelé à la marche sur Malville, d'avoir incité le personnel à faire grève pour soutenir la grève du Centre Informatique. En un mot ce texte condamne toutes les actions un peu dures qui ont été entreprises. Ce «manifeste» est signé par 14 membres de la section. Parmi ceux-ci nous trouvons des membres du PS et de l'ACO (si toutefois le même individu n'appartient pas aux deux organisations). Nous pouvons presque dire sans nous tromper que la totalité des 14 signataires milite dans une de ces deux chapelles.

Les 14 firent un amalgame entre la section et un «collectif autonome» ayant distribué un tract à l'entrée du congrès de section en appelant à quitter le syndicat et à le liquider. Les 14 demandèrent l'exclusion des 2 ou 3 syndiqués ayant distribué ce tract. La majorité de la section refusa cette mesure sans débat préalable, ce qui amena les 14 à dire en gros: «puisque'ils refusent d'exclure les autonomes c'est qu'ils sont proches d'eux donc danger pour nous, alors tirons tout le monde!» Tout cela bien sûr au nom de la démocratie et de l'autogestion! Autogestion mon c...!

Le 9 janvier, le conseil du syndicat parisien suspendait la section BNP-Paris (bien que les statuts ne lui attribuent pas ce rôle) et désignait un collectif provisoire (comprenant des membres d'autres banques) afin de continuer à faire «vivre» la CFDT-BNP. Nous pensons d'ailleurs qu'elle vivra bien car les «putschistes» ont soldé le compte bancaire de la section (argent des syndiqués) au moment où le syndicat parisien prononçait sa sentence! De plus, ne reculant devant aucune crapulerie, les 14 ont avisé la direction générale de la BNP que la section était suspendue, donc que les délégués élus par le personnel ne représentaient plus rien et qu'ils n'avaient plus de mandats! Qu'eux seuls (les 14) étaient les vrais représentants, les vrais, les meilleurs...

Allez! Vite au confessionnal curailleurs! Après tant de saloperies, vous en aurez pour un moment et pendant que vous ferez pénitence, ça nous fera des vacances! Nous n'entendrons plus vos sermons, que vous puisez dans vos sectes mystiques et vos partis, toutes ces litanies qui n'ont rien à voir avec le syndicalisme! Notons au passage que les staliniens de «L'humanité rouge» félicitent la CFDT pour avoir enfin pris des mesures envers les trotskistes et les anarchistes qui ne respectent pas la démocratie!

Pour l'instant, le conflit est dans l'impasse (pour employer une phrase chère aux bonzes syndicaux). Il ne se passe rien, chaque partie restant sur ses positions et prétendant représenter

(suite page 9)

face au patronat
et au
réformisme

partout
des cercles
anarchistes
d'entreprise

Les choses ont bien changé et nous constatons jusqu'à quel point vous avez pu prouver que la liberté d'expression, vous n'en usiez que lorsqu'elle vous servait, uniquement à vous et au courant politique dont vous êtes les représentants.

Quant à nous, nous continuerons à dire que ce dont la classe ouvrière a besoin, c'est d'une organisation réellement fédéraliste où le débat soit constant. Le centralisme mène au monolithisme. Le fédéralisme, lui, mènera au communisme libertaire.

Laurent VRBICA

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

Lip

D EPUIS plus de quatre ans maintenant, les travailleurs de Lip sont en lutte. Ennemis publics pour les uns, exemples pour les autres, ils ne laissent pas indifférents. Nous avons pensé que le meilleur moyen de parler de cette lutte était de laisser la parole à ces femmes et à ces hommes qui la mènent, ces travailleurs attachés à leur terroir et à leur métier. Ont répondu à nos questions, Roland Vittot, syndicaliste CFDT, membre du PSU et l'un de ceux que la presse a érigés en leader de Lip, Michel Jeanningros, syndicaliste CFDT, membre de la commission accueil et des travailleuses de l'accueil et de la garderie qui ont préféré garder l'anonymat.

GROUPE PROUDHON

Fred Lip était devant nous, on lui dit:

« petit rentre chez toi, c'est nous qui décidons »

GP - Le 9 décembre, vous avez décidé de lancer une coopérative. En 1973, la FA proposait déjà cette solution, les travailleurs de Lip n'étaient pas d'accord. Qu'est-ce qui les amène aujourd'hui à faire ce choix?

Lip - C'est une formule qu'on a récusée en 73, mais je me souviens qu'au début du conflit, notamment durant l'été 76, cela avait été évoqué bien des fois et nous avions étudié à cette époque la possibilité de faire de Lip une coopérative, et en fait on avait abandonné. A ce moment là, je me souviens qu'on avait dit: «ce n'est pas possible! Une coopérative, c'est bon pour une petite entreprise et pour un produit unique, alors qu'ici nous avons au moins quatre axes de fabrication différents». Et puis il faut pas oublier non plus que nous étions à ce moment là quelques 800 personnes. Nous avons changé d'optique depuis, c'est vrai, comme quoi, là aussi, nous nous sommes adaptés aux circonstances, et si nous l'avons fait ce n'est pas parce que nous pensons que c'est la panacée, bien loin de là, mais après avoir débattu près de trois mois (puisque c'est dès le début de juillet que certains ont avancé à nouveau cette idée de coopérative) en assemblée générale, souvent même avec les regrets de pas mal de gens qui participaient et qui disaient: «cela nous emmerde, on n'y croit pas, etc.» En fin de compte on s'est aperçu, après 20 mois de lutte, qu'il n'y avait pas d'autres moyens pour nous de continuer cette lutte, parce qu'il faut bien dire que pour nous, la coopérative n'est pas un but en soi mais seulement un moyen de tenir jusqu'à mars 78, jusqu'aux élections. Notre thème des journées portes-ouvertes, début décembre, c'était bien Lip, association des amis de Lip, mais le thème c'était aussi de lutter et construire. Construire, c'est la création de la coopérative, c'est trouver une formule juridique qui nous permette d'être pris en considération, de pouvoir traiter avec d'éventuels industriels ou d'éventuels patrons qui accepteraient de nous passer des commandes, et l'expérience nous a démontré que plusieurs étaient prêts à nous passer du travail à condition que l'on puisse traiter avec eux, que l'on puisse donc approvisionner et facturer. Voilà, je dis bien lutter-construire, je ne distingue pas d'un côté lutter et de l'autre construire, les deux mots marchent ensemble. A partir de cela, il y a le cap des élections. Qu'est-ce qui se passera? Actuellement, dans les circonstances où l'on se trouve, et même si j'étais Mme Soleil, je m'abstien-drais de faire des pronostics mais enfin disons que là on a pas perdu tout espoir, au contraire, et ma foi, on met quand même pas mal d'espérance dans ce qui se passera.

GP - Cette décision a-t-elle fait l'unanimité au départ? Existe-t-il des réticences de la part des travailleurs de Lip?

Lip - Non, surtout pas. Au départ, cela a été assez réservé. Moi, je ne cache pas que j'étais plus que réservé compte tenu de tout ce qu'on m'avait appris, de tout ce qu'on m'avait démontré, de tout ce qu'on a analysé en 73 comme en 76. Et c'est vraiment quand j'ai pu découvrir par moi-même (en débattant avec un certain nombre de camarades et avec d'autres gens spécialisés) que là, peut-être, il fallait savoir s'adapter, que je me suis adapté moi aussi, non sans réticence, mais je l'ai fait et, à partir de ce moment, j'ai adhéré au projet.

Et maintenant? Maintenant, il y a quand même un nombre important de camarades qui restent dans la lutte et qui ont accepté le projet puisque je crois que nous sommes dans les 480 à avoir souscrit à cette forme de lutte, qui reste une forme de lutte, je le précise encore et j'y tiens.

GP - Avez-vous déterminé les statuts de cette coopérative?

Lip - Oui, il y a des statuts juridiques qui sont déterminés, c'est à dire que là encore, on fait appel à des cabinets conseils d'avocats, à des juristes spécialisés qui ont essayé de nous donner la formule juridique la moins «carcan» possible. C'est à dire que l'on a essayé de prendre ce qu'il y avait de mieux dans les statuts de coopératives traditionnelles qui existent jusqu'ici, en faisant bien attention à ce que le maximum de travailleurs puissent être présents dans tout ce qui est délibération, contrôle, orientation. C'est à dire que là où il y avait 6 personnes on en a mis 12 chaque fois que l'on a pu, de façon à avoir un éventuel le plus large possible de gens représentant les travailleurs.

GP - Hier, Vittot a dit au collectif que vous aviez collecté 10 millions à la journée portes-ouvertes, qu'est-ce que cela représente par rapport à ce qu'il vous faut?

Lip - C'est très peu. Moi, j'appellerais cela le levain, tout au plus. Cela a démarré lentement et d'ailleurs je ne pensais pas qu'il puisse en être autrement. Il est certain que beaucoup ici, restant sur les clichés de 73 avec l'impact qu'avait Lip à cette époque, s'imaginaient que l'argent allait pleuvoir. Effectivement, l'argent est tombé en 73, et cela on ne peut que s'en réjouir et on souhaiterait que beaucoup de conflits aient l'impact que nous avons eu à ce moment là. Seulement, les circonstances ont changé. Maintenant les temps sont difficiles, c'est un secret pour personne. Les échéances de fins de mois sont dures et, dans toutes les régions de France, il n'y a pas un département sans un conflit de longue durée. Donc pour moi Lip plus que les autres? Mais enfin ça démarre et j'en veux pour preuve, par exemple, qu'un certain nombre de mouvements veulent y adhérer. Il y a déjà le PSU qui a souscrit en tant qu'organisation. Je pense que d'autres organisations, certaines branches du PS par exemple, ne tarderont pas à le faire. En ce qui concerne le PC, ils ont dit qu'ils nous soutiendraient à leur façon, mais puis-je dire. Alors quelle sera cette forme de concours? Je pense qu'il est prématuré de le dire.



GP - Quelles productions envisagez-vous? Pensez-vous conserver l'armement?

Lip - On a, si je ne me trompe pas, 5 axes bien précis. Le premier axe est celui de l'horlogerie et de la micro-mécanique. Pourquoi? Parce que ce qui a fait le renom de Lip, ce qui a fait la célébrité de Lip et qui a fait son sérieux, il faut le dire aussi, ce sont toutes les fabrications horlogères que Lip a pu sortir depuis 110 ans, puisque Lip est né en 1867. Lip a toujours été à la pointe et a eu un certain nombre d'initiatives en matière d'horlogerie et même en ce qui concerne la publicité puisque Lip, je crois, est la première maison qui a fait de la publicité dans les années 1910, cela remonte donc très loin. Au point de vue technique aussi, Lip a toujours été en avance, cela a été le cas avec la montre. En 1952, Lip a été le premier à créer une montre électrique et électronique au monde. En 1972, il a été le premier à créer la montre à quartz, plus les dizaines et les dizaines de brevets accumulés au cours des 50 dernières années, dont certains n'ont d'ailleurs jamais servi. On est persuadé ici qu'avec le parc machine, qu'avec les techniciens qui sont ici, qu'avec l'expérience que beaucoup de gens ont ici, que même sur un simple plan économique, il y a des tas de possibilités qui n'ont jamais été exploitées et mises en pratique. Ce serait donc très dommage de laisser tomber l'horlogerie, d'autant plus que depuis le début 76, on réclame et on continue de réclamer aux pouvoirs publics un plan horloger, c'est à dire des actes qui sauvent la branche horlogère, pas seulement Lip, je précise bien. Et même si, en 73, les horlogers du Haut-Doubs n'y croyaient pas, nous estimons que l'horlogerie est une branche actuellement très vulnérable, pour ne pas dire menacée, et les faits nous ont donné raison notamment avec les dernières prises de position de la part des pouvoirs publics de soutien à l'horlogerie française, en venant en aide à Jazz et Yema. C'est sur ces deux entreprises qu'est basé le soutien apporté par les pouvoirs publics à la branche horlogère mais de là à dire que c'est un plan horloger, pas du tout. Disons

que c'est une aide momentanée, conjoncturelle, pour aider deux des boîtes françaises travaillant dans l'horlogerie qui sont peut-être moins vulnérables que d'autres. Le plan horloger, pour nous, cela va beaucoup plus loin. Il consiste à défendre l'avenir de quelques 12 000 salariés localisés à près de 80% en Franche-Comté, notamment sur Besançon et dans le Haut-Doubs.

Le deuxième axe, c'est la mécanique et micromécanique parce que là aussi nous avons des possibilités importantes. Nous avons travaillé pour un tas de firmes aux noms très connus dans le domaine de la microprécision. Je crois que c'est le cas notamment avec l'aérospatiale, avec les radars, avec Dassault, avec Matra, IBM, les engins sondes, enfin tout un tas de fabrications proches de la perfection en ce qui concerne les réglages, la précision, puisque certains ateliers ont travaillé au niveau du micron et même du dixième de micron. Il se trouve que cet axe d'action est actuellement très demandé et les spécialistes manquent. Là, on pense qu'il pourrait y avoir assez rapidement, au moins en tant que sous-traitants, du travail pour un certain nombre de personnes ici.

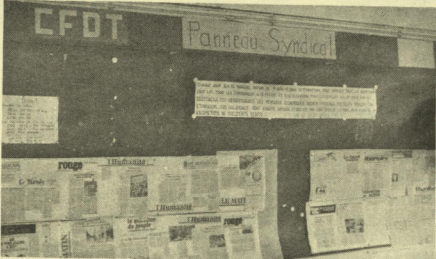
Le troisième axe, c'est nouveau. C'est ce que l'on appelle la recherche médicale. A la suite de discussions avec des médecins contestataires de l'Ordre, qui étaient venus nous voir ici et qu'on est allé soutenir à l'occasion d'un procès à Besançon, nous avons appris que la plupart du matériel médical (disons près de 80% utilisés en France) était acheté souvent à prix d'or à l'extérieur, conçu par des fabricants qui pensent avant tout à la rentabilité et surtout pas au service du malade et aux commodités du personnel soignant, souvent du matériel lourd qui pourrait être beaucoup plus sophistiqué, beaucoup plus léger. C'est à partir de cela que l'on a commencé avec quelques généralistes et quelques spécialistes à travailler dans ce domaine là. Les chercheurs ont commencé à travailler, ont pris des contacts non seulement à Besançon, mais aussi sur Dijon, Montpellier, Paris, Strasbourg, et même en Belgique avec des spécialistes de la médecine, avec des professeurs de CHU, des spécialistes de laboratoire et ont commencé, non pas à vouloir épouser toute la médecine, mais simplement à voir ce qu'avec notre industrie mécanique et micromécanique nous serions à même de réaliser ici. Alors ils ont mis au point une bonne trentaine de prototypes dont 4 ou 5 ont été soumis à l'organisme spécialisé chargé de les couvrir par des brevets pendant quelques années. Mais actuellement il y a d'autres études qui se prolongent et que l'on espère voir déboucher un jour.

Le quatrième axe, c'est le transfert technologique. Vous avez dû en entendre parler, dans des articles de journaux, au sujet de l'Algérie durant les derniers mois. Un certain nombre de pays en voie de développement qui ont des ressources, mais pour une période limitée seulement, et qui disposent de devises, font un effort tout particulier, tout au moins certains pays, pour essayer de créer eux-mêmes leur propre industrie, au moins un embryon d'industrie de transformation dans un premier temps. A partir de là, nous avons pensé qu'il était peut-être utile, compte-tenu de l'impact que Lip avait eu en 73, de proposer nos services à ces pays. C'est à dire que si ces gens là avaient fait appel à des groupes privés, à des groupes publics ou même à des nations, on leur aurait proposé ce qui se passe souvent, la mise en place d'usines clés en main, au prix le plus intéressant possible pour le vendeur, mais qui, en fait, auraient peut-être donné du travail sur place mais n'auraient pas aidé ces pays à prendre eux-mêmes en charge leur propre destin. Alors, nous sommes partis du fait que l'on disposait d'un personnel spécialisé, d'un parc machine (tout au moins dans la mesure où on le laisse à notre disposition, parce que là aussi il y a une inconnue), d'une pratique, et qu'à partir de là on pouvait leur venir en aide. On a donc écrit au ministère de l'Industrie de certains pays et on leur a dit: «Si vous voulez, on peut réfléchir ensemble et on pourrait faire un certain bout de chemin côte à côte». Bien sûr, ça ne peut pas être gratuit, parce que nous aussi on a besoin d'argent, surtout si on veut essayer de relancer cette coopérative. On a eu une première touche effective avec l'Algérie et un premier contrat a été signé avec le ministère de l'Industrie algérienne qui devrait nous amener 1,2 ou 1,5 millions de NF (ce qui n'est pas du tout négligeable pour nous) dont environ 10% vont être débouqués incessamment et c'est pour nous de l'argent négociable

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

Lip

rapidement et qui pourrait nous aider à travailler sur autre chose, être réinvesti ici. Cela pourrait nous aider au rachat du stock, des machines ou de la marque, ou à créer d'autres activités ici et il appartiendra ultérieurement à ceux qu'on a chargés de donner les grandes orientations de la future coopérative de le déterminer. Il y a un deuxième contrat, en cours actuellement, qui a fait l'objet d'un nouveau déplacement de trois camarades dans la première quinzaine du mois de décembre et qui est mis au point avec la Sonatrac (organisme qui s'occupe en Algérie de tout ce qui est pétrole, instruments de mesure, distribution du pétrole). A partir de là, nous pourrions être chargés, au moins pendant quelques années, de l'entretien de certains appareils de mesures existants. Là aussi, cela fera un deuxième tiroir. Et il y aurait une troisième opération avec la Sonelec (organisme chargé de tout ce qui est étude et recherche électrique et électronique) où, ayant encore une certaine pratique, on peut avoir un mot à dire. Cela pourrait se concrétiser disons dans 3 ou 6 mois. Là-dessus, on a eu d'autres demandes similaires à Djibouti. En plus il y a d'autres échanges en préparation, notamment avec Madagascar, le Vietnam, le Mali et d'autres pays dont j'ai perdu les noms. De toutes façons, il y a une équipe qui s'occupe de cela et qui y travaille d'arrache-pieds.



une information sans restriction...

Le cinquième axe, c'est l'axe de recherche et de réflexion, c'est tout ce qui est liaison entre le côté humain, personnel, et les différentes possibilités économiques. Comment concilier les deux choses, essayer de faire ce qui n'a jamais été fait en France? Comment arriver ici à trouver du travail pour 500 personnes. Alors ça, c'est tout ce qui est recherche, aussi bien sur la formation, qui pourrait être obtenue et dispensée ici, que sur les dépenses prioritaires, secondaires, plus toutes les études budgétaires pour arriver à concilier l'économique, d'une part, et le social et l'humain d'autre part, je dirais même l'humain d'abord et le social ensuite. Voilà en gros où l'on en était de nos réflexions dans la première quinzaine de décembre.

GP - L'armement est donc mis de côté?

Lip - L'armement, c'est une question dont on avait parlé pas mal en 73, mais là aussi, il faut être réaliste. Il faut pas se cacher que les marchés d'armement sont des marchés d'Etat qui dépendent directement du ministère de la Défense et plus précisément de la direction générale de l'armement. Il est bien évident que ces marchés là sont confiés de préférence aux entreprises qui sont dans la ligne du pouvoir politique en place. Connaissant les opinions de la majorité en place vis à vis de Lip, on sait très bien qu'il n'y aura pas de marchés d'armement.

GP - Mais à Lip, n'y a-t-il pas des travailleurs qui ne seraient pas d'accord pour redémarrer l'armement?

Lip - Je te dirais qu'actuellement, notre problème n°1, il ne faut pas l'oublier, c'est un problème d'emploi. Pour nous, ce qui est primordial, c'est de retrouver du travail pour les 530 personnes qui restent dans la lutte et qui veulent à tout prix sauver cette boîte.

GP - Quand nous sommes venus la dernière fois, tu nous avais dit que même s'il fallait reprendre ce secteur, cela annulerait beaucoup de travailleurs.

Lip - Oui, c'est là qu'est toute la différence entre nos mentalités de 73 et celles de 76. Il ne faut pas oublier que de 73 à 76, on a participé à un certain nombre de manifestations sur le Larzac, où l'on a appris à réfléchir aux fabrications d'armements, à la politique nationale en matière d'armements, en matière nucléaire, en matière de défense et que l'on a depuis énormément de contacts avec un certain nombre de courants de pensée, notamment de non-violence, d'objection de conscience et autres. On s'est rencontré un certain nombre de fois durant les quatre dernières années et nous aussi on a évolué. Je ne dirais pas que c'est la majorité ou la totalité des Lip qui, actuellement, seraient bien embêtés si un jour on leur proposait du travail en matière d'armement, mais si cela se produisait, un certain nombre de travailleurs de Lip auraient des réticences à travailler pour des instruments qui servent à tuer plutôt qu'à vivre. Et c'était d'ailleurs à la suite de réflexions dans ce sens là qu'on avait demandé à nos ingénieurs et chercheurs, début juillet

76, de voir si on ne pouvait pas remplacer cette industrie de mort par des fabrications qui servent à la prolongation de la vie. C'est de là qu'est partie cette recherche en matière médicale, indépendamment des contacts qu'on avait pu avoir avec des médecins.

GP - Vous avez fondé une garderie, comptez-vous la conserver?

Lip - Je crois que les femmes de Lip ont raison, je regrette que pour le moment il n'y en ait pas là, mais beaucoup de femmes ont demandé à ce que cela continue parce que ça leur pose pas mal de problèmes. La garderie est maintenant une expérience de 14 mois, elle a fait ses preuves et cela pourrait, là encore, au moins pendant les premières dizaines de mois, assurer une occupation à un certain nombre de travailleurs et de travailleuses.

GP - Pour les gosses, cela doit être intéressant?

Lip - C'est sûr! Il y a des locaux. L'usine, par rapport aux activités industrielles qu'on peut avoir actuellement, est trop grande. Ces locaux profitent aux enfants et en même temps cela permet à ceux qui se sentent motivés par l'éducation des enfants de mettre en pratique leur talent. Et là aussi je pense qu'en France, il reste beaucoup à faire. D'après ce que l'on a pu voir, notamment dans les pays nordiques, on s'aperçoit que l'on a 30 ans de retard, et si pour un certain nombre d'hommes en France cela paraît être une activité difficile, dans ces pays-là, il faut reconnaître qu'il y a de plus en plus d'hommes qui la pratique avec succès. J'ai visité, en 1974 au Danemark, des écoles et des usines où existait ce type de garderie et où des hommes exerçaient ce métier, en étaient très contents et avaient fait des recherches très positives et très intéressantes dans ce domaine.

GP - Garderez-vous également les activités annexes: artisanat, etc.?

Lip - Pour l'instant, c'est maintenu, encore que certaines risquent de disparaître quand on aura besoin de personnes pour des activités très précises dans le domaine de l'horlogerie et de la micromécanique par exemple. Mais dans la mesure où les gens seront disponibles ou si d'autres personnes se sentent attirés par ces activités, elles seront maintenues et je pense que certaines activités artisanales dureront encore longtemps. Peut-être que certaines, qui n'existent pas actuellement, verront le jour, le but principal étant de maintenir toutes les personnes en lutte dans la boîte.

GP - Une des finalités importantes dans le mouvement libertaire est la suppression de la hiérarchie des fonctions et des salaires. Quelle est votre position à ce sujet, qu'envisagez-vous dans votre coopérative?

Lip - Je crois que là encore on a fait un bout de chemin assez important depuis 73. En 73, lorsqu'on est arrivé aux «pays sauvages», comme disaient les journaux (nous on dit «pays légitimes ouvriers»), ce fut l'occasion d'un débat qui a duré un jour et une bonne partie de la nuit. En fin de compte, on a été obligé de conserver les pays rigoureusement conformes à ce qu'elles étaient dans l'exploitation capitaliste. Il y a eu une très grande majorité pour cela, c'est vrai, mais par contre il y avait une minorité assez bruyante qui était pour un salaire égal pour tous. On était tous dans le même bateau, seulement à ce moment là ça n'a pas été compris et le rôle des syndicats, notamment de la CFDT, puisque là nos positions sont un peu différentes de celles de la CGT, a toujours été de monter au maximum les bas salaires tout en demandant un tassement des hauts salaires. Depuis que nous assurons ces indemnités de survie, le tassement de la hiérarchie a été accentué par le fait que nous avons délibérément augmenté toutes les personnes qui avaient un salaire inférieur à 2000 F. Nous les avons fait passer à 2000 F (aide publique + une partie des asseccos qui reste, c'est à dire 35% + paye sauvage) donc il n'y a personne ici à moins de 2000 F mensuel sauf s'il y a deux salaires.

GP - Vous dites deux salaires, c'est deux salaires à Lip?

Lip - Oui, deux à Lip, et à partir de là à 2000 F, on ne change rien, à 2500 F on enlève 2%, à 3000 F on enlève 4%, à 3500 F on enlève 6% et à partir de 4000 on retire 10%. L'écart moyen entre le salaire le plus haut et le salaire le plus bas de Lip, actuellement, est donc quand même très reserré.

GP - Dans la plupart des entreprises, le travail des femmes est un travail particulier, généralement sous-qualifié et sous-payé. Etaient-ce le cas à Lip?

Lip - C'était également le cas à Lip sauf qu'à travail égal les femmes avaient un salaire égal à celui des hommes. Dernièrement on a fait une liste et on s'est aperçu que sur 30 personnes, les femmes étaient toutes O.S. et les hommes O.P.

GP - Envisagez-vous une formation?

Lip - Il y a une formation prévue, mais pas spécifique aux femmes. Pour la coopérative, il y a une chose qui prime,

c'est le travail dans la coopérative. Alors, au fur et à mesure que des besoins se feront sentir pour un certain travail, les gens seront formés. La formation sera réservée aux gens qui seront en attente, ça servira de réservoir.

GP - Et si la coopérative marche?

Lip - Bien sûr, si la coopérative marche, la formation est un objectif. D'ailleurs dans le cadre de la diversification, il est sûr qu'il faudra une formation. On ne va pas faire que de l'horlogerie, ce n'est pas possible. Automatiquement, il y aura une formation dans le cadre de ce qui se fera. Pour l'instant, il y a des pistes, mais on ne sait pas précisément ce que ce sera.

GP - Pensez-vous pouvoir vous donner les moyens de contrôle suffisants pour que comme la plupart des coopératives, celle-ci ne devienne pas une entreprise comme toutes les autres?

Lip - Oui, c'est notre souci majeur et ça a été d'ailleurs une des raisons des réserves formulées par les travailleurs durant les trois mois de discussions qui ont permis d'en arriver là. Si on se reporte aux expériences en matière de coopératives durant les quelques 120 dernières années, exceptés des cas très particuliers comme celui des verreries de Carmaux, dont on a rappelé l'histoire il n'y a pas très longtemps à la télévision, et plus encore à toutes les coopératives qui ont vu le jour immédiatement dans la période après-guerre (puisqu'à ce moment là il y a eu tout un mouvement de coopératives. Marcel Barbu a fait ses premières armes à Besançon avec le mouvement du bélier. Il y a même ici des gens de Lip qui ont connu ces coopératives, qui ont travaillé chez Barbu, ici dans le secteur et sur Besançon, qui, pendant la guerre, ont suivi ces coopératives durant leur rapatriement à Valence et qui, là aussi, ont connu ces essais qui auraient pu être heureux mais qui, du fait de l'environnement, ont tous ou presque été voués à l'échec), on pouvait être très réticents. Et ce qui nous a vachement déçu, il faut le dire, c'est la coopérative Mannest dans les Vosges. Mannest, ça avait été un combat ouvrier fin 73-74 qui était très proche du nôtre, qu'on a suivi de très près. Puis on s'est aperçu que rapidement, au bout de quelques mois, les premiers à gicler, les premiers à être écorchés et à être partis, parce qu'il y avait tout un contexte qui les avaient rendus indésirables, ce sont les délégués syndicaux. Donc à partir de là, on était plus que réticents.

C'est la raison pour laquelle on a fait en sorte que l'éventail le plus large de travailleurs soit là pour surveiller. C'est ainsi que nous avons étoffé volontairement le comité d'impulsion au maximum compatible avec les statuts de la coopérative, c'est à dire 12 personnes, mais ces 12 personnes sont assistées également par un autre groupe (je crois que c'est 20 ou 30 personnes) qui a un rôle non seulement consultatif mais également critique, qui représente les différentes commissions et les grands axes. En plus, il y a l'assemblée générale à laquelle on tient beaucoup même si elle est critiquée par un certain nombre de travailleurs. On pense qu'elle est indispensable, au moins pendant encore quelques mois, pour précisément apporter une critique, une saine contestation.

GP - Est-ce que cette formation se fera d'une manière égalitaire pour les hommes et pour les femmes?

Lip - Je pense et on y veillera.

GP - Est-ce que vous comptez continuer à populariser la lutte?

Lip - Ah oui! L'objectif c'est toujours la lutte, sinon on retombe automatiquement dans le cadre d'une coopérative capitaliste et c'est la mort à brève échéance. Si on ne parle plus de nous, c'est terminé. On nous fait assez d'ennuis comme cela.

GP - Est-ce que vous avez l'impression que votre lutte est le résultat d'un travail syndical antérieur?

Lip - Moi, je l'affirme. C'est le résultat de 25 ans de travail syndical. On était trois qui, de 60 à 68, formions chaque fois une nouvelle équipe, quand ça se cassait la gueule. Il y a cette ténacité qui a payé, il y a 68, il y a l'ouverture de la section syndicale à d'autres idées, l'ouverture en 73 au comité d'action, l'ouverture aux organisations extérieures. C'est grâce à tout ça; mais s'il n'y avait pas eu ce travail permanent de 60 à 73, on n'aurait pas été en capacité de bouger en 73. En mai 73, on n'aurait pas été en capacité d'accepter le comité d'action; on se serait certainement cassé la gueule. Il y a eu tout ce travail mais aussi l'ouverture à d'autres idées, la confrontation avec des gens, on n'a pas retraduit systématiquement le schéma syndical. Pour nous, le syndicalisme c'est un tas d'autres gens. A Lip, il y a des gens qui en font plus que moi, ils n'ont pas leur carte syndicale dans la poche, mais au point de vue engagement, prise de conscience, responsabilités, ils sont sympathisants CFDT et si un jour ils adhèrent, ce sera à la CFDT; mais pour l'instant ça ne leur dit rien, c'est pas pour autant qu'on ne va pas intégrer leurs réflexions et leurs remarques alors qu'ailleurs, très souvent, quand tu n'as pas ta carte CFDT, on ne t'accepte pas dans le débat. Tout ça, c'est une pratique qu'on a

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

Lip

ici et qui a été bénéfique jusqu'à aujourd'hui, on ne s'en plaint pas. J'ai vu des hommes et des femmes se lever, prendre leurs responsabilités. J'aurais pas été à Lip aujourd'hui, Lip aurait tourné aussi bien sans moi; si je ne suis pas là pendant un mois Lip tournera, alors que dans certains conflits, dès l'instant où trois bonhommes ne sont pas là... C'est une pratique qu'on a mise en route, on a acquis beaucoup et on apprend tous les jours.

GP - L'assemblée générale joue un grand rôle dans votre lutte. Quels sont les rôles respectifs de la section syndicale et de l'assemblée générale?

Lip - L'assemblée générale existe, la section syndicale beaucoup moins. Ici, c'est vraiment le lieu historique de Lip, où tout s'est tramé, réfléchi. Il serait dommage que ce lieu ne redevienne qu'une vulgaire cantine d'entreprise. Ça restera toujours un lieu de l'AG, avec tous les problèmes qu'elle a, les difficultés de démocratie, est vraiment le centre de notre lutte. Tout se dit à l'AG. Depuis 68, on essaie de faire en sorte que l'ensemble des travailleurs ait le même niveau d'information et c'est ça qui fait que les gens prennent leurs responsabilités. L'AG joue un rôle très important à des moments plus qu'à d'autres. Le rôle de la section syndicale il est tout ou rien, il n'y a pas de réunions syndicales, très peu, mais on y est tout le temps: le matin avant l'AG, on discute entre syndiqués CFDT, à l'AG c'est la CFDT qui anime l'AG, toutes les réunions qui ont lieu dans la journée sont à 90% CFDT. Mais on ne peut pas parler de pratique syndicale comme on en parle dans une entreprise en fonctionnement normal. On adapte le syndicalisme à la lutte.

GP - Comment conciliez-vous vos divergences politiques? L'autonomie ouvrière vous semble-t-elle une nécessité?

Lip - En 73, il y avait la CGT et la CFDT. Tous les matins, elles se rencontraient, puis après elles se rencontraient des fois entre elles et ensuite elles venaient à l'AG. C'est là que s'est formé le comité d'action. Des copains ont dit: puisqu'ils réfléchissent entre eux, on pourrait aussi réfléchir entre nous. Nous, à la CFDT, on a dit c'est très bien que des gars réfléchissent, plus il y en a plus c'est intéressant. Côté CGT, il n'y a pas eu cette réaction et le permanent CGT parlait fin juin de «démocratuille», c'est comme ça qu'il qualifiait l'affaire. Nous, on dit qu'il faut une ouverture. Il n'est pas question de demander à un gars de faire abstraction de ses idées politiques, il est seulement question de dire: «il y a une lutte, il faut la gagner et prendre les moyens de la faire». Chez nous il y a l'éventail total des idées politiques, depuis le gars qui a toujours voté à droite jusqu'au gars qui est d'extrême-gauche. Or, notre but a toujours été de faire en sorte que l'ensemble des gens avance ensemble. Je ne veux pas dire que c'est absolument ça qu'il faut partout. Nous faisons comme nous pouvons, quand à dire que d'autres se démerdent mal, non. Ce qu'il faut, c'est ouvrir pour ne pas se battre ensemble. La division ouvrière, c'est mauvais. Il faut toujours rechercher l'unité, mais là encore on a eu la chance d'avoir ici une CFDT prépondérante et ouverte. On vit des conditions de lutte qui sont assez différentes de ce qu'elles sont ailleurs. On ne peut pas se permettre de dire que ce qu'on fait, il faut que ça se refasse ailleurs.

GP - Vous avez fait une tentative de coordination des luttes. A quel besoin cela correspondait-il?

Lip - Avec un certain nombre d'autres gars en lutte on a pensé que la réponse face au chômage n'était pas suffisante et qu'il était intéressant de nous rencontrer et de discuter ensemble. Et là, ça n'a pas marché. Pourquoi? A l'époque il y avait 200 entreprises occupées en France et on était 8 à parler de cette coordination des luttes et il n'y a rien à faire, quand vous êtes à Paris et que vous avez à prendre des positions nationales, quand vous avez 8 boîtes sur 200 qui vous parlent de coordination des luttes, vous ne pouvez pas ignorer les 192 autres. Il y aurait eu 200 entreprises en lutte qui réclament une autre pratique, il y aurait eu une autre prise en charge de nos confédérations. On regrette encore aujourd'hui. Maintenant la CFDT et la CGT reprennent cette coordination, sous une autre forme, bien sûr, mais là encore le mouvement ouvrier ça a toujours avancé à petits pas, le syndicalisme c'est quelque chose de lent et le problème du chômage et de l'emploi est posé pour des dizaines d'années. Ce problème de coordination est repris sous d'autres formes par les syndicats, on a posé les problèmes. S'ils ont été pris en compte avec un an et demi de retard et sous une autre forme, l'essentiel est pour nous que ça avance, et ça avance.

GP - Pour votre lutte, vous vous êtes rendu compte que vous pouviez vous passer de patron. Le mouvement libertaire pense que non seulement on peut se passer de patrons mais que l'on peut également se passer de gouvernants et, par le moyen du fédéralisme, faire fonctionner une société fondée sur l'égalité et la solidarité. Qu'en pensez-vous?

Lip - On ne dit pas qu'on peut se passer de patrons. Dans la lutte oui, on montre une capacité des travailleurs à mener leurs affaires eux-mêmes, mais on est dans un

système et on n'a jamais dit qu'on peut créer un flot de verdure.

GP - On te parle d'une société totale.

Lip - Oui, effectivement, on croit au socialisme, à une autre société, et, par ce qu'on réalise ici, ça nous confirme dans nos idées, mais là encore il ne faut pas rêver parce qu'on a tous dans la tête les rayures du système et ça va être dur de s'en débarrasser. Effectivement, on peut se passer de patrons, d'un système hiérarchique où l'homme est dominé, exploité, mais ce sera très long. On le sent très bien après 18 mois de lutte quand on entend des travailleurs dire: «ça on ne m'a pas dit de le faire, alors je le fais pas». On se rend compte que la théorie c'est très bien, mais hélas le système capitaliste est tellement rôdé, affiné, que nous allons avoir un mal fou à faire avancer les premiers balbutiements de libération (du patron, du chef, de cette hiérarchie) et il n'y a rien à faire, on le sent très nettement à Lip où il y a 50% de femmes. Combien se sont libérés du parfum, du chanteur ou de tout cela? Ce sont des choses qui n'avancent que très lentement. On le voit au syndicat. Pour qu'un gars accepte de prendre des responsabilités, ça se fait pas du jour au lendemain. Des gars qui ont des idées sur le patronat, la hiérarchie, j'en ai vu une multitude appartenant à une multitude de groupes. Or, ce sont des idées intéressantes mais qui restent théoriques. Dire que le patronat claque, la hiérarchie zéro, non. Je me rappelle en 68, pendant 48 H il y avait eu des chances importantes que ça bascule. Et bien, ici à Lip, on se disait «si demain ça change, qui va commander». Ça avait été les mêmes. Or, je pense que le travail qu'on fait participe à une prise de conscience des gens qui, si demain il y a une modification des affaires, seront en capacité de remettre en cause beaucoup plus fort et le patronat, et les directions, et le système hiérarchique. Mais ça suffit pas de le dire dans les livres. Ce qu'il faut c'est s'investir dans la masse et avancer avec elle, reculer, repartir.

GP - C'est ce que font les anarchistes. Beaucoup travaillent dans les syndicats.

Lip - Je ne dis pas que vous ne le faites pas mais ce qu'on constate c'est que maintenant il y a une remise en cause totale de tous les avantages acquis depuis 45. Continuons à travailler. C'est sûr, c'est lent, on ne sait pas combien ça mettra de temps pour aboutir. Au niveau de la CFDT, ça fait 6 ans qu'on est en rupture avec la hiérarchie du syndicat. Les métaux par exemple dans la région, on n'est pas d'accord. J'appartiens à mos syndicat, je me bagarre dedans. Ce que je dis est pris par 5% des gars, mais je ne peux pas exiger que 100% des gars le fassent.

GP - Le moyen de transformation sociale qu'avance la FA est la grève générale expopriatrice. Quelle est votre position à ce sujet?

Lip - C'est impossible. Ça ne correspond pas à la situation actuelle, à l'aspiration des travailleurs. Ils sont marqués par le système. Demain un patron vient ici et dit qu'il embauche 500 personnes pour faire de l'armement et bien je te dis qu'on est d'accord. Après dix-neuf mois de lutte!

- Je ne suis pas tout à fait d'accord.

- Je t'assure que si. Effectivement le problème de la non-violence, de l'antinucléaire a avancé à Lip, mais pas sur la masse. Je dis que c'est pas réaliste. Ce système, il faut le foutre en l'air, mais je pense qu'on avance. Depuis 20 ans ça a quand même changé, mais c'est tellement fragile. Il faut travailler, mais tu ne peux pas jouer avec les événements. Il n'y a pas de recette pour, aujourd'hui en 78, modifier du jour au lendemain. Pourquoi ces idées, si elles faisaient tilt, ne sont-elles pas reprises par 1 million de travailleurs à travers la France? Rien qu'au niveau de la CFDT les gens n'y adhèrent pas. Pourquoi? Parce que c'est le mouvement ouvrier. C'est lent. Il faut se foutre dans la pâte. On ne peut pas dire, du jour au lendemain, c'est ça qu'il faut. Je te parle à partir de mon expérience.

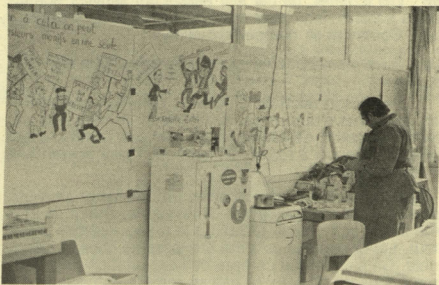
GP - La CFDT se donne une finalité autogestionnaire. Qu'est-ce que vous mettez derrière ce mot à Lip?

Lip - L'autogestion, je pense que c'est très bon. Il y avait pour l'instant deux alternatives: le système capitaliste et celui des pays de l'Est. Or, ni l'un ni l'autre ne répondent à mon avis aux aspirations des travailleurs, parce que dans ces systèmes il y a des directives qui viennent du sommet. Il y a donc une autre voie à chercher et c'est celle de l'autogestion. La CFDT la développe et je pense que c'est une voie intéressante mais qui sera dure. C'est pas nous qui en verrons l'avènement, mais il faut essayer de la garder vierge parce que de part et d'autre on essaye de la récupérer. Dans ce système il y a une place qui est donnée à l'homme, à sa prise de responsabilités, qui n'est pas reconnue dans les autres systèmes; il y a donc danger actuellement pour les deux de voir se développer ce système. Ce sont des années qu'il va falloir pour y arriver. Ce qu'on a essayé à Lip, c'est que les gens sachent, comprennent, participent à la décision, qu'ils apportent à l'analyse, qu'ils décident ensemble et contrôlent ensemble.

Alors bien sûr, à Lip c'est imparfait. C'est un cheminement qui va être long, mais je m'investis là-dedans et je trouve que c'est excellent.

GP - Depuis le début de votre lutte vous avez eu un certain nombre de contacts avec des paysans-travailleurs. C'est une couche sociale que les révolutionnaires ont tendance à laisser de côté. Ne pensez-vous pas que toute transformation sociale est vouée à l'échec sans l'appui des paysans?

Lip - Je te répondrais que quand tu ne parles que de paysans-travailleurs, tu limites ton éventail. Je dis paysans en général, et paysans-travailleurs en particulier. C'est pas du tout pareil.



« L'autogestion, je pense que c'est très bon... »

GP - Dans certaines régions, il y a des gros paysans qui dirigent et exploitent par l'intermédiaire d'ouvriers agricoles.

Lip - Je suis fils de paysans et, c'est vrai, il y a des gros paysans, mais il y avait jusqu'à ces dernières années beaucoup de petits paysans. Il y a une sélection naturelle, économique et politique. Le problème chez les paysans, c'est qu'on ne les a pas habitués à un syndicalisme de combat, de réflexion. Dans le milieu paysan, il faut être connu si tu veux réussir. Tu ne seras jamais élu dans un milieu paysan si tu ne passes pas une journée, une nuit avec les gens. C'est très important d'écouter un paysan. Qu'est-ce que c'est que le paysan? C'est un type qui est lent, qui souvent n'est pas bête, qui a beaucoup de bon sens et d'observation. Mais il analyse à sa façon. Le temps, pour lui, c'est le rythme des saisons. C'est le type qui est habitué à un certain train de vie. Rendement, il commence à comprendre, mais ne lui parle pas de cadence, il ne sait pas ce que c'est. Je pense qu'on a trop vite mélangé ouvriers et paysans. Je pense à Lip-Larzac, avec le recul du temps. En 73, c'était formidable de 2 luttes de longue durée, mais en fait plus je vais en avant, plus je me dis Lip-Larzac: «d'accord, mais on a tapé à côté». Ce sont deux milieux qui s'admettent, se complètent, se comprennent, mais deux milieux totalement différents. Cependant, j'ai fait partie du premier contact avec le Larzac et le Larzac m'a beaucoup appris. Il m'a appris qu'il y avait une dynamique, une analyse, mais qu'en plus il y avait le temps qui jouait. Et je pense que l'expérience est particulièrement révélatrice. En 7 ans, ces gens-là ont sauté trois générations. Ces gens-là te disent carrément qu'il y a 10 ans ils votaient encore à droite. Maintenant, ils votent à 80% pour la gauche. Le Larzac, j'appelle ça un accident de la nature. C'est pas normal dans un milieu rural. C'est intéressant, mais c'est vraiment l'exception. Le milieu rural c'est lent, rythmé, orchestré. Il y a l'ordre d'un côté, la tradition de l'autre, le père, le grand-père et tout le poids politique qui couvre tout ça. C'est dramatique. Ce qui est dommage c'est que, trop souvent, on a mêlé les luttes paysannes aux luttes antimilitaristes, etc. On revient un peu plus maintenant aux luttes anticapitalistes, antioopératives. Actuellement il se passe quelque chose. Il y a même dans le Haut-Doubs une prise de conscience sociale, économique, syndicale, qui se fait en profondeur. J'en suis persuadé, mais c'est très lent. Faut pas oublier qu'il y a tout un poids de traditions qui pèse là-dessus. Tu as l'ordre, le pouvoir, l'église. Je suis catholique convaincu, mais je dis de plus en plus la différence entre l'église institution et l'église en tant qu'épanouissement de l'homme. L'église ça doit être avant tout nous, la base. Il y a une aspiration de l'homme à s'élever, à être plus que le contingent terre à terre de tous les jours. Et tu vois, maçonnerie, christianisme, syndicalisme, ajoute d'autres religions, d'autres formes de morale, tout ça se tient, c'est un besoin chez l'homme. Je dis que dans le Haut-Doubs pèse le poids de la conquête française par le Roi Soleil, de l'autorité, de la hiérarchie, de l'Eglise, de l'ordre établi. Tu ne peux pas enlever cette gangue du jour au lendemain, il faut laisser faire le temps. Cependant, on a eu des contacts avec tous les organismes paysans et il se passe quelque chose. Mais il n'y a pas de règles ou d'exemples à suivre. Chacun doit mener sa lutte à sa façon en s'adaptant à son milieu. Mais il y a quelque chose à faire dans le syndicalisme paysan.

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

Lip

- On a des enfants en bas âge qui vont à l'école à 8h30. Ça nous arrange de venir à cette heure-là, quitte à faire des heures plus tard. Mais pour certains, une heure c'est une heure. Avant c'était 7 heures et il faudrait toujours revenir au passé. Ils restent sur leurs positions d'avant, avec le patron.

GP - C'est une question de confiance peut-être. Ils ont peur que ça retombe.

Lip - Je ne crois pas. Je crois qu'ils sont faits pour vivre comme ça ici. Ils voudraient avoir un patron et terminé. Ils ne comprennent pas qu'ils peuvent se débrouiller tout seuls, sans chefs, sans rien. Il faut qu'ils aient le chef derrière, ils ne peuvent pas se diriger eux-mêmes.

GP - Les femmes, de par leur passé, ont souvent une attitude passive dans leurs lieux de travail. Est-ce le cas à Lip ? Comment se comportent-elles ?

Lip - Au niveau des femmes, ça adrolement changé, chez

Lip - J'ai l'impression qu'à l'avenir, dans la coopérative, les dirigeants n'auront pas la vie belle. Je ne pense pas qu'on admettra de refaire des cadences comme avant sans oser trouver à redire. On aurait du mal à bosser dans une autre usine.

- Je pense aussi que les femmes ont évolué et peut-être plus vite que les hommes à ce niveau-là. Avant, la femme faisait son travail, rentrait à la maison et puis c'était tout. Là, disons que ça a été une prise de conscience terrible. On s'est rendu compte de l'exploitation de la femme à tous les niveaux et pas seulement à l'usine et à la maison. Cela nous a fait une ouverture politique, une école politique. On s'est rendu compte de tous les pièges du gouvernement. Au niveau des femmes c'est très net, elles ont évolué.

GP - Pensez-vous que votre mentalité ait évolué depuis 1973 ? Cela a-t-il débouché sur une prise de conscience politique ?

Lip - Jecrois que oui car toutes ont compris quelque chose. On ne discute pas comme on discutait avant 73, dans les ateliers. On parle aussi plus qu'avant de la façon dont est mené le conflit, de la politique en général, des élections. Mais ce n'est pas facile d'arriver à parler de sa vie privée ou d'autre chose comme ça.

- Mais cela va en se dégradant. Ce n'est pas tellement une évolution quand tu es déçu. Moi je voyais la vie en communautarisme autrement. Je pense que les gens n'ont pas assez évolué à Lip. Ils s'arrêtent trop sur des choses mesquines. Pour une coopérative, s'il y en a une qui fait une heure de plus ou de moins, on ne devrait pas faire de réflexions et ça devrait marcher, mais s'il y a des critiques dans tous les sens, ce n'est pas possible. Ça ne marchera pas à cause de ça. Les gens n'ont pas assez évolué. Ils s'arrêtent trop sur des petites choses, ils ont trop leur vie habituelle. C'est une mauvaise coopérative parce que tout le monde devrait avoir le même salaire. S'il y en a qui gagnent 4000 F et d'autres 2000, ça ne va pas.

- Ça va changer dans la coopérative pour les salaires.

GP - Certains ne veulent pas évoluer pour ne pas perdre leurs privilèges.

Lip - Oui, c'est exactement cela.

- C'est un peu comme un conflit de génération mais pas entre personnes d'un certain âge. Nous, par rapport aux vieux, on est peut-être plus avantagés. On profite plus des gosses, on les lève plus tard le matin. On se bat aussi pour cela.

- On a emmené les gosses au ski. Le grand air, les balades ça leur fait du bien. On a été critiqués parce que c'était soi-disant une journée d'amusade.

- Quand on le peut, il faut profiter de la qualité de la vie et que ce ne soit pas toujours la même classe qui en profite.

- Avant, on travaillait toute la journée. Maintenant, on voudrait améliorer les horaires, avoir des horaires plus libres. Et bien, les gens ont du mal à se faire à ça.

GP - Est-ce que la commission femmes existe toujours à Lip ?

Lip - La commission femmes a été formée fin 73. En 74, on avait posé des revendications à la direction. Pour l'instant, la commission n'est plus active, parce qu'avec le nouveau conflit le but principal était la sauvegarde de l'emploi et disons qu'il ne fallait pas qu'on fasse un groupe parallèle à toute la lutte.

GP - La vie familiale traditionnelle rend souvent les travailleurs indisponibles pour la lutte. Le cas a dû se produire à Lip. Comment avez-vous résolu ce problème ?

Lip - En 73, il y a eu pas mal de problèmes puisqu'il y a eu 23 divorces. Il y a des hommes qui ont très mal réagi au fait que leur femme, qui bossait, faisait son boulot à la maison, ne disait rien en somme, se mette à évoluer,

à aller aux manifs, à faire des gardes de nuit. Inversement, il y a des femmes qui ont très mal réagi. C'est dur de concilier la vie familiale et la lutte. Peut-être que les jeunes y arrivent mieux.

GP - Pensez-vous que la famille traditionnelle soit appelée à disparaître ? Souhaitez-vous que le mythe de la femme au foyer soit remis en cause ?

Lip - Avec un conflit, la famille éclate. Qu'elle soit appelée à disparaître, je ne sais pas. Le rôle de la femme, certainement ! Il faut qu'il change parce que c'est ridicule. D'ailleurs, on voit beaucoup plus d'hommes jeunes s'occuper des enfants. Sur une génération, il y a une évolution.

GP - Y-a-t-il des hommes à la garderie ?

Lip - Pour l'instant non. Il y a des hommes qui se sont inscrits. En réalité, ils ont été pris par d'autres tâches et ce sont les femmes qui ont entièrement pris en charge la garderie.



GP - Les méthodes employées à la garderie sont des méthodes non directives. Que mettez-vous derrière ce mot et qu'en pensez-vous ?

Lip - Je trouve que c'est très bien, parce que ça remet un peu en cause le système éducatif et ça permet aux enfants de devenir plus autonomes et indépendants.

- On ne peut pas laisser les enfants faire tout ce qu'ils veulent. Mais ils sont assez libres. Par exemple, pour les jouets, tout est cassé, mais on ne les engage pas pour ça. Il faut bien qu'ils se dépensent. Ici les gosses se trouvent bien et ils évoluent. Mais c'est difficile de ne pas, par éternement, faire preuve d'autorité par moment. Après on réfléchit et on se dit qu'on aurait dû leur expliquer pourquoi il ne faut pas faire ceci ou cela. Il faut tout expliquer aux enfants, c'est ça l'éducation.



« Il faut tout expliquer aux enfants, c'est ça l'éducation... »

GP - Que pensez-vous de la pédagogie actuelle ? Est-elle faite pour le bonheur des enfants ou pour les préparer à perpétuer l'organisation sociale actuelle avec ses injustices ?

Lip - Je pense que l'école est faite pour faire de bons manœuvres et de bons chômeurs.

- Depuis l'enfance le système actuel oriente tout. Dès le début il y a des différences de classes. A l'école de l'Helvétie, à Besançon, il n'y a que des gosses d'avocats, de docteurs, parce que c'est une école à horaires aménagés et que les gosses peuvent suivre en même temps des cours de musique et aller au conservatoire. Et au conservatoire, c'est pas n'importe quel gosse qui y va. Ma gosse y est allé 2 ans parce qu'elle faisait un peu de piano. Elle m'a raconté qu'elle se sentait humiliée par la maîtresse, les profs. Elle avait huit ans, mais elle s'en rendait compte.

GP - Que représente pour vous la vie communautaire ?

Lip - C'est très dur. Il y a des tensions. Je pense qu'à un certain moment on avait un peu changé. Mais c'est retombé. A force d'être humiliés, confrontés à la répression, on redevient amer et on reprend petit à petit son égoïsme. Les gosses, s'ils continuent à vivre comme ça jusqu'à l'âge adulte, ils auront moins de mal à s'adapter l'un à l'autre. Pour nous, habitués depuis toutes petites autres, c'est dur.

- C'est assez limité quand même. Il y a un tas de réseaux de camaraderie qui se créent à partir des commissions, des gardes, etc. et malgré cela c'est toujours limité. On le sent à divers signes. La vie communautaire est excessivement difficile à Lip. Quand on voit le problème de la paye: on avait décidé en juin de faire abstraction du passé, celui qui adhère au projet avait droit au complément de salaire. Or le projet s'est mis en route juste après les vacances et des gens, qui avaient bossé à la carte pendant un an ont continué de le faire pendant les vacances, alors qu'on s'était donné un mois de vacances. Il y a des gens qui se sont inscrits dans le projet à partir du 1^{er} septembre et, quand on a dû payer les compléments, le 15 septembre, certains n'ont pas accepté que le profiteur soit au même niveau qu'eux pour le complément. On a dû, pendant trois semaines, expliquer qu'effectivement on est une communauté, mais qu'il y a tout dedans, celui qui bosse, celui qui ne bosse pas. Mais dès qu'un copain prenait conscience et revenait, même s'il ne venait de bosser que depuis 15 jours, il était une pierre enlevée au patronat et qui revenait à nous, à la lutte. Je donne un exemple: une vitre, vous foutez de la merde dessus, avec un chiffon vous l'enlevez, mais un carreau, vous le rayez avec une pierre, il reste rayé. Et bien je dis que tout notre crâne a des rayures énormes des années vécues dans un système dans lequel on retombe tous les jours. Le soir, on rentre et on subit la télé, le journal, la radio, les parents, les voisins, les amis.

A Lip, il y a effectivement un groupe solide qu'on peut évaluer à 200 personnes. Mais malgré tout, il y a énormément de problèmes. Des problèmes d'horaires, des habitudes que le système nous a léguées et, même après 19 mois, c'est très dur de faire comprendre qu'on doit bosser ensemble, ne pas compter à cinq minutes, que tout le monde doit s'y mettre. On souffre énormément de ce problème. Ça se crée pas du jour au lendemain malgré une pratique syndicale de vingt ans. Le système est là: il y a des commissions qui ont tendance à jouer le commerce, qui tiennent absolument à être rentables. On essaye d'impulser autre chose, mais ça ne passe pas comme ça.

GP - Est-ce que votre lutte a posé des problèmes à certains travailleurs en fonction de leurs idées politiques ?

Lip - C'est sûr. A Lip, il y a un éventail comme partout ailleurs. Ce qu'il y a eu d'intéressant à mon avis, et c'est une de nos victoires, c'est qu'on a réussi à faire avancer ensemble des gens de philosophies, de religions, d'idées politiques très différentes, alors que dans bien des luttes, c'est tout de suite la coupure. Ici, on essaye au maximum de discuter chaque idée avancée. Je pense que Lip aurait disparu depuis longtemps s'il n'y avait pas eu cette recherche permanente de prendre les idées de chacun. Ça ne date d'ailleurs pas de 73. Je donne souvent l'exemple de la grève de 68: les travailleurs voulaient absolument que l'on fasse grève comme tout le monde. C'était jeudi et nous, CFDT, on a dit non, il faut réfléchir, on en discutera lundi. La CFDT a préparé l'assemblée du lundi le week-end, ça a duré 36 heures. Depuis 10 ans, la section syndicale CFDT essayait d'impulser la lutte et n'y arrivait pas. De 250 syndiqués en 61, on était tombé à 30 en 67. C'était donc bien beau des gens qui disaient faisons la grève mais qui ne voulaient pas bouger quand on leur disait, 2 ou 3 ans avant, il faut bouger. C'est pour ça qu'on a pas voulu se lancer dans la grève comme ça et le lundi matin, Fred Lip était devant nous et nous disait: « Il faut faire grève, je suis socialiste ». On lui dit: « petit, rentre chez toi, c'est nous qui décidons ». La grève de mai 68 a été décidée ici après 2 h 30 de débat. On a dit aux gens: « ça fait 10 ans que ça dure, vous ne voulez rien faire. On est d'accord pour la grève, mais finie la grève comme ça se fait jusqu'à maintenant, où l'on va à la pêche. Ce qu'on veut, c'est une grève active avec des commissions et une assemblée générale tous les jours, avec des gens présents. On doit être ici, participer à des débats, suivre l'avancée des négociations s'il y en a et être en capacité, le jour où il y a vote sur un protocole, de dire c'est valable ou ça ne l'est pas. » C'est à partir de ce jour là qu'il y a eu le développement d'une recherche de démocratie permanente qu'on a pas encore trouvée aujourd'hui. Au niveau politique, c'est pareil. On dit aux gars: parlez, proposez. Ce projet de coopérative a démarré le 1^{er} août. On a discuté 3 mois dessus avant de le voter. Celui qui l'aurait voulu aurait pu venir dire que ce projet était mauvais, que cette direction était mauvaise, et qu'il proposait autre chose. Personne n'est venu. Il y en a qui malgré tout estiment qu'on est des fascistes. 25 heures de travail par semaine, salaire intégral. Si c'est ça le fascisme, c'est pas si mal...

Coup de balai à la C.F.D.T.

(suite de la page 4)

les aspirations profondes des travailleurs. A l'heure où ces lignes sont écrites, se déroule le congrès de la fédération banque. Congrès retardé afin que la section BNP n'y participe pas hormis la minorité « factieuse » qui ne représente rien! Nous pensons que le problème de la dissolution sera évoquée au cours de ce congrès. Mais que va-t-il sortir de cette réunion où la section la plus nombreuse, qui est mise en accusation, n'aura pas droit à la parole? Nous ne pouvons augurer de rien! Il est vraisemblable que la sanction de dissolution sera maintenue. Dans le fond, peu nous importe d'avoir à faire à des bureaucrates de gauche ou d'extrême-gauche, nous anarchistes notre conception du combat à mener est différente. Nous n'avons que faire des bonzes syndicaux, quelle que soit leur appartenance, nous voulons que les travailleurs décident eux-mêmes et non que les états-majors pensent pour eux. Et bien souvent lorsque les travailleurs décident seuls de l'action à mener, nous nous trouvons sur le même terrain: celui de l'action directe, ce qui gêne tant les fédérations!

Sans être prophète, à la lumière de ces faits qui, nous semblent-ils, ne sont qu'un prélude à une vaste purge au sein de la CFDT, nous pouvons avancer quelques quasi-certitudes.

Nous savons que dans l'éventualité d'une victoire de la gauche en mars (le PDG de la BNP sera du PS) la section banque du PS ne veut absolument pas

d'un mouvement de grève dans la boîte (surtout pas un nouveau « mai des banques ») et comme la section BNP-CFDT était un peu trop remuante, le PS et l'ACO ont décidé de la liquider pour leurs intérêts communs.

Par ailleurs, après diverses déclarations de Ségué, du genre: « Quand la CFDT se sera débarrassée de ses gauchistes, nous pourrions discuter sérieusement avec elle », et après les menaces de Maire envers les « basistes » et les « irresponsables », toujours dans l'hypothèse d'un gouvernement de gauche, nous pensons que les deux centrales pourraient fusionner en une centrale unique et ce, bien entendu, pour plus d'efficacité afin de soutenir le gouvernement représentant les travailleurs! Et Maire ne voudrait pas faire à Ségué le cadeau empoisonné d'une CFDT pleine de gauchistes et d'anarchistes! Comme une jeune mariée, catholique, la CFDT arriverait vierge au mariage avec la CFDT. Nous prépare-t-on un « syndicalisme » à l'italienne? Souhaitons que si cela se produisait, les travailleurs voient où se trouvent leurs véritables intérêts.

Gouvernement de droite ou de gauche, seule la lutte paie, et la lutte c'est l'action directe de tous les travailleurs et la gestion ouvrière des entreprises.

René (du cercle anarchiste des banques)

Nota: Pour notre part, nous n'envisionons pas, bien entendu, la gestion ouvrière des banques.

Contrôle policier à l'Ecole Normale

CONTRE L'ÉCOLE DU CAPITAL

DEPUIS quelques semaines l'Ecole Normale d'Étiolles, dirigée par le sieur Gauthier, éminent membre du RPR et inspecteur général de l'Essonne, se voit frappée par un mal fort répandu à notre époque: l'autoritarisme et l'arbitraire administratif qui ne cesse de trahir la mainmise des pouvoirs sur l'éducation. Ainsi cette année a vu naître une nouvelle institution locale: le carnet de stage qui, sous un prétexte pédagogique, s'avère être un véritable contrôle policier du travail de l'instituteur et du normalien lors des stages dans des classes d'accueil.

Déjà l'utilisation perverse en a été dévoilée à la suite du stage effectué en novembre: l'administration composée d'inspecteurs a eu connaissance, grâce au carnet, que certains instituteurs d'accueil n'effectuaient pas des cours inscrits à leur emploi du temps, faute de temps, ce qui a permis aux inspecteurs de repérer ces « mauvais éléments » de l'éducation nationale. D'autre part, ce carnet qui au départ n'avait aucun caractère obligatoire, l'est devenu peu à peu, l'administration ayant procédé à un pointage des normaliens

qui rendaient leur carnet de stage. Elle a pu ensuite inquiéter cinq élèves qui refusaient d'être complies d'un quelconque contrôle administratif sur leur travail.

Les menaces sont alors tombées, l'avertissement disciplinaire fut brandi, les pressions devinrent insistantes de peur que ces cas isolés ne se généralisent à toute l'école. Ce qui était tant redouté par les tenants de l'autorité se réalisa. Réunis en assemblée générale, il fut décidé de refuser en bloc la remise de ce carnet lors des prochains stages afin de protester contre les pressions exercées. C'est ainsi que furent recueillies 180 signatures sur les 220 normaliens intéressés.

Les normaliens n'entendent pas devenir les serviteurs d'une société fondée sur la hiérarchisation des individus, sur la sélection sociale et sur l'exploitation humaine.

CONTRE L'ÉCOLE AU SERVICE DES POUVOIRS, DESTRUCTION DES ÉTATS ET DE L'ÉCOLE!

Patrick
Groupe de Savigny

Contre le fichage scolaire

Création de comités d'initiatives

SUITE aux différentes mobilisations contre le fichage (rencontre nationale du 28 janvier, conférences de presse, recours en cassation et surtout actions locales...) qui ont sensibilisé de nombreux lycéens, parents, enseignants, médecins scolaires, etc., il s'avère maintenant nécessaire de mettre en place des comités d'initiatives.

Des camarades de Paris XII, Villeneuve-St-Georges, Créteil, Clermont, etc. nous ayant demandé les modalités pratiques de création de ces comités, nous proposons quelques possibilités d'intervention.

COMMENT LES CONSTITUER

— Une affiche « Halte au fichage des enfants » est dès à présent disponible (0,35 F l'unité). Pour Paris, passer les prendre tous les jours au café « La Renaissance » 10, rue de la Roquette, dans le XI^e (métro Voltaire) ou les jeudis et samedis à la permanence du groupe Emma Goldman, 51 rue de Lappe. Pour la province, les commander à Patrick Valcheda, 81, rue Léon Frot, Paris XI^e. Dans cette affiche, une partie libre laisse la possibilité d'appeler à une réunion d'information à la fin de laquelle pourra se constituer le comité d'initiative local.

— Il faut savoir que les organisations de parents d'élèves et d'enseignants qui étaient réticentes au début de l'année scolaire à prendre position, sont aujourd'hui d'accord pour le rejet de ce dossier: « opposé à tout système qui déborde la stricte analyse objective qui comporte des rubriques de nature à porter atteinte à la vie privée des familles, qui risque de figer l'image d'un jeune par des observations subjectives et fugaces conservées dans un dossier écrit et qui concernent son comportement et les aspects momentanés de sa personnalité. »

— il invite les personnels (enseignants et non-enseignants) de tous les ordres d'enseignement à refuser les dossiers que l'actuel ministre a mis en place et dont la FEN réclame l'abandon.

— il demande en conséquence l'abrogation du décret du 8 août 1977 (Congrès de la FEN, février 1978).

— Dépôt de recours en cassation (fédération Corneil, décembre 1977). Il sera donc utile de prendre contact localement avec les parents et les enseignants pour décider CONCRÈTEMENT de leur participation à cette lutte contre le fichage.

— Pour la réunion elle-même, des éléments d'informations présentant les dangers du dossier scolaire ont été réunis dans les numéros du Monde Libertaire des 19 janvier et 9 février 1978.

— Est également disponible une bande dessinée et un montage audiovisuel consacré à ce problème et que les créateurs (Culture et Liberté) prêteront volontiers.

Par ailleurs, nous apprenons qu'une circulaire ministérielle a été envoyée aux chefs d'établissements leur indiquant qu'ils avaient toute latitude quant au remplissage de ces dossiers. Il serait intéressant qu'à cette occasion les enseignants et leurs directeurs soient conviés aux réunions afin que l'assemblée réunie leur demande de préciser leur position et éventuellement la justifie (sachant que le ministère leur laisse les mains libres).

RÔLE DU COMITÉ D'INITIATIVE

— Complément d'information.
— Poursuite de la sensibilisation

par l'information (tracts, affiches, débats, etc.)

— Consigne aux enseignants de ne pas remplir les dossiers scolaires et aux parents de ne pas les rendre s'ils leur ont été remis.

— Réunion des enfants, des lycéens et des parents devant l'école pour brûler collectivement les fiches.

DÉJÀ UN RECUL D'HABY

L'écho rencontré lors des réunions des comités d'initiatives, déjà nombreux tant en province

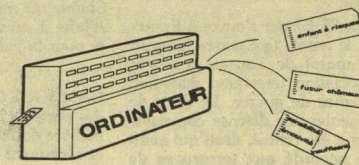
qu'à Paris, prouve qu'il faut poursuivre et amplifier le mouvement. Seule la multiplication de ces comités pourra mettre en échec la tentative de fichage des enfants par l'Etat. Déjà l'action menée a donné des résultats.

Ainsi Haby a déclaré mercredi 8 février: «... je n'ai pas participé au comité d'étude des dossiers scolaires (d'où refus d'assumer ses responsabilités, puis dérobade) ... je ne me battrais pas sur les dossiers scolaires... JE SUIS TOUT A FAIT PRÊT À ABANDONNER L'AFFAIRE... ».

Le dynamisme des comités d'initiatives permettra de supprimer les dossiers scolaires, d'engager la lutte par la destruction de tous les fichiers.

Des camarades du Comité Permanent

* Le comité de liaison permanent tiendra ses réunions les 17 février, 3 mars et 17 mars à l'Agéca, 177 rue de Charonne à partir de 18 h 30.



HALTE AU FICHAGE DES ENFANTS.

Les Dossiers Scolaires sont dans les écoles!

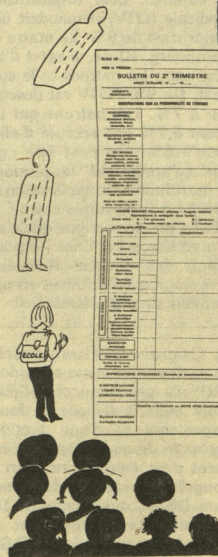
ILS VEULENT "ENCARTER" LA PERSONNALITÉ DES ENFANTS POUR MIEUX LES MANIPULER QUAND ILS SERONT ADULTES.

ENSEIGNANTS :

Ne les remplissez pas

PARENTS :

Ne les rendez pas



qu'à Paris, prouve qu'il faut poursuivre et amplifier le mouvement. Seule la multiplication de ces comités pourra mettre en échec la tentative de fichage des enfants par l'Etat. Déjà l'action menée a donné des résultats. Ainsi Haby a déclaré mercredi 8 février: «... je n'ai pas participé au comité d'étude des dossiers scolaires (d'où refus d'assumer ses responsabilités, puis dérobade) ... je ne me battrais pas sur les dossiers scolaires... JE SUIS TOUT A FAIT PRÊT À ABANDONNER L'AFFAIRE... ».

APRÈS LE NON AU FICHAGE SCOLAIRE, NON AU FICHAGE GÉNÉRALISÉ

Le fichage scolaire a été l'occasion pour le pouvoir de tenter d'institutionnaliser le fichage à l'école, donc toute la population à moyen terme. Mais les critères de sélection étant par trop ignobles (jugement sur la personnalité de l'enfant, ses capacités intellectuelles, sa sensibilité, ses

Informations Val-de-Marne

— L'hôpital Henri Mondor de Créteil, orgueil de l'administration de l'assistance publique, a été déclaré « zone dangereuse » par les syndicats CFDT et CGT: les conditions de soins, de prévention et d'analyses ne peuvent être remplies par les effectifs dangereusement insuffisants. C'est en ce sens que la population avoisinante sera mise en garde du danger réel qu'elle court en pénétrant dans cet hôpital.

— Le site de Nogent-sur-Marne fait actuellement l'objet d'une enquête d'utilité publique afin d'y construire une centrale nucléaire. C'est donc dès maintenant que tous les antinucléaires doivent se préparer pour interdire cette nouvelle construction.

Allemagne

L'ANTITERRORISME
(suite)

Des bruits ayant couru selon lesquels 19 terroristes allemands se seraient réfugiés au Guatemala, la police criminelle fédérale a aussitôt lancé des mandats d'arrêt contre 19 hommes et 25 femmes qui seraient impliqués dans les meurtres de Buback, Ponto et Schleyer. La police du Guatemala aura peut-être plus de succès que son homologue allemande!

Cependant poursuites et procès se multiplient sous le prétexte commode d'appartenance à «une organisation criminelle». Le 16 janvier s'est ouvert à Düsseldorf le procès Albartus-Schwall-Schwall-Schlehuber: les deux premiers accusés en prison préventive depuis un an. Ils ont trouble la projection d'un film dans un cinéma d'Aix-la-Chapelle - film hostile à la cause palestinienne - et auraient tenté de mettre le feu au cinéma: donc il s'agit d'une association terroriste!

Le 25 janvier s'ouvre à Francfort le procès (qui durera jusqu'au 22 mars) de Taurus et Dorff: association terroriste, détention d'armes de guerre. Le droit de présenter une défense commune leur a été refusé, droit qui avait été accordé aux terroristes de la RAF à Stammheim!

Le 6 mars, début du procès contre quatre étudiants de l'université de Göttingen, coupables d'avoir publié dans le journal de l'Association des Etudiants un article nécrologique jugé injurieux pour feu le procureur Buback. Ce procès cause une vive émotion à Göttingen: des démonstrations sont prévues ainsi que la tenue d'un congrès sur le thème: La liberté d'opinion en RFA.

Le 12 janvier, l'Ordre fédéral des avocats a fait connaître que les pistolets trouvés à Stammheim en possession de Enslin, Baader et Raspe «auraient été remis à ces derniers par l'avocat Arnd Muller! Accusation sans preuve et qui vient à point au moment où vont s'ouvrir les procès des avocats Groenewald et Croissant: toujours complicité d'association criminelle!

Le mouvement antinucléaire est, lui aussi, criminalisé! Qu'on en juge par le cas de la jeune Linda Engelbert, de Brème. Elle avait déjà été poursuivie - elle seule! - pour participation à la manifestation antinucléaire de Grohnde qui avait groupé 15 000 personnes. Son procès, le 22 novembre, ne put se tenir à Hameln, le palais de justice étant bloqué par 600 manifestants. La police voulait sa revanche. Dans la nuit du 13 janvier, après l'assemblée générale du «comité de citoyens» de Brème, Linda est arrêtée en pleine rue, ce qui déclencha une série de manifestations les 13, 14, 15 janvier. Son arrestation est maintenue et plusieurs manifestants sont brutalisés et emprisonnés. L'affaire Linda fait grand bruit dans tous les «comités de citoyens» qui réclament sa libération et protestent contre la «criminalisation» de l'action antinucléaire.

COLOGNE - On sait qu'à la suite de la fusillade (9 mai 75) qui coûta la vie à un policier et au présumé terroriste Sauber, Roth et Otto qui étaient en compagnie de Sauber avaient été ar-

rêtés et poursuivis pour complicité de meurtre. Le 26 juillet 77, Otto et Roth étaient acquittés, malgré les efforts de l'accusation qui demandait ensuite la révision du procès. Le comité de soutien à Otto-Roth nous apprend que l'accusation a renoncé à cet appel en révision. L'acquiescement est donc définitif. Mais le comité, de son côté, poursuit la révision, car il ne saurait accepter l'affirmation du tribunal qui prétend que c'est Sauber qui aurait tiré le premier. Affaire à suivre... et bien gênante pour la police.

HAMBOURG - Les travailleurs des ports de la mer du Nord, au nombre de 20 000, sont en grève et réclament des augmentations de salaires. Leur organisation syndicale (OTV) demandait une majoration de 9%. Le maire d'Hambourg, Klose, a servi d'arbitre entre les patrons et le syndicat. De 9% l'OTV est descendue à 7%. Les patrons qui offraient 5,7% ont accepté d'aller jusqu'à 6%. On peut être certain qu'après ces discussions de marchands de tapis on arrivera à un compromis entre 6 et 7%. La presse souligne que c'est la première grève dans les ports depuis des dizaines d'années: dommage qu'elle finisse en une comédie de marchandages!

La Centrale DGB noyauté! - Le parti communiste orthodoxe DKP n'a pas beaucoup d'électeurs mais il dispose de fonds importants et d'une tactique éprouvée de noyautage. Récemment s'est tenu à Francfort le congrès des «Jeunes des syndicats DBG», qui réunissait 146 délégués. Le représentant du comité directeur de la DGB, Karl Schwab, a été effrayé de voir les progrès de l'infiltration communiste: discours imprégnés du jargon caractéristique des communistes, propositions toujours conformes aux propositions émanant de l'organisation des jeunes communistes du DKP, refus d'une partie notable des délégués de toute critique à l'égard de l'Allemagne de l'Est ou de la politique de l'URSS, proposition de participer au festival mondial de la jeunesse à Cuba, etc.

uruguay

Contrastant avec l'extrême pauvreté de la population, l'équipement des militaires uruguayens est, quant à lui, ultra moderne! Ceux-ci, à l'aide d'ordinateurs, ont complètement fiché la population. Ces informations ont été centralisées dans un grand fichier qui a pour nom Esmaco. Le contrôle de l'individu commence dès son plus jeune âge. C'est ainsi que tous les indivi-

cus douteux sont écartés de toutes les formes de participation à la vie nationale. Pour travailler dans l'administration publique, il faut être admis par l'Esmaco! Cela rappelle étrangement les pratiques répressives de la RFA! Les militaires font tout pour forcer à l'exil la frange de la population la plus radicalisée, et quant aux personnes les plus subversives, elles sont en liberté surveillée, assignées à résidence fixe. De plus, les forces armées disposent d'un contrôle téléphonique très étendu, renforcé par un réseau d'indicateurs qui opèrent dans tous les lieux publics (plus de 100 000).

Le travail s'effectue à l'ombre des baïonnettes. Les contremaitres dénoncent toute forme de discussion douteuse entre les travailleurs. Quand aux universités, les étudiants doivent laisser leurs papiers d'identité à l'entrée et les reprennent à la sortie. Les méthodes employées pour réprimer sont les mêmes que celles de la Gestapo. Lorsqu'on n'arrive pas à découvrir les auteurs d'un tract, la répression s'abat sur les personnes les plus repérées, même si celles-ci n'ont rien à voir avec l'action en question. La torture est chose courante. De plus, comble de cynisme, les forces armées font payer à un ancien prisonnier sa détention en prison, au prix de 2\$50 par jour. Les officiers pillent le budget uruguayen en se faisant construire des maisons et en s'appropriant tous les postes supérieurs des services nationalisés.

La machine d'exploitation-répression est parfaitement au point en Uruguay, la population pillée est totalement écrasée, toute résistance a été pratiquement décimée. Le fascisme règne. Le processus d'affrontement entre les forces populaires et le pouvoir en place sera lent! Néanmoins, de nombreux conflits sociaux éclatent tout de même dans certains secteurs (métallurgie, bâtiment, cheminots).

espagne

COMLOT CONTRE LA CNT

Face aux événements graves ayant eu lieu le 15 janvier dernier (le théâtre «Scala» de Barcelone brûlait à la suite d'un attentat qui devait coûter la vie à 4 travailleurs et faire perdre leur emploi à tous les membres du personnel en majorité syndiqué à la CNT) et dont on a accusé la CNT d'en être l'auteur, au moyen d'une totale manipulation de tous les moyens d'information, la centrale anarchosindicaliste a communiqué: «sa douleur produite par la destruction de «Scala», sa réprobation catégorique devant cet attentat brutal qui a coûté la vie à qua-

informations
internationales

ouvrière: assemblées, grèves, manifestations, occupations d'usines. Méthodes qui sont tout le contraire du terrorisme et de l'avant-gardisme.

Devant cette attaque criminelle, la CNT ne pliera pas. La lutte de tous les travailleurs ne sera pas bradée!

La riposte de nos camarades anarchosindicalistes ne s'est pas faite attendre. Un formidable vent de solidarité, d'union et de combativité a soufflé dans les rangs confédéraux, et une immense campagne de contre-information s'est organisée. Ce texte a été distribué sous forme de tract à des dizaines de milliers d'exemplaires. Devant la pression et la mobilisation de nos camarades (meetings, prises de parole dans les entreprises), la CNT s'est exprimée à de nombreuses reprises à la TV, et a pu passer des démentis dans une bonne partie des quotidiens. La police a dû relâcher tous les compagnons emprisonnés. Le pouvoir a dû faire marche arrière, sa tentative de discrédit ayant été déjouée. Le ministre de l'intérieur, traduisant l'inquiétude du pouvoir, vient de déclarer dans une interview au quotidien *El País*, que la CNT allait bientôt être capable de retourner la situation en Espagne si on la laissait continuer à mener son action. Les provocations policières contre la CNT ne font que commencer!

Le numéro 3 (janvier) de *Bicicleta* vient de paraître. Avec ses 52 pages et sa présentation luxueuse, cette revue est incontestablement la meilleure des revues libertaires espagnoles. Au sommaire de ce numéro: l'internationalisme ouvrier et l'AIT, assemblées contre élections, Argentine 78, et une étude sur l'homosexualité et la lutte des prisonniers.



Les compagnons italiens dans la rue

italie

Après l'attentat contre le siège de la Fédération Anarchiste Italienne à Bologne, trois autres attentats fascistes viennent d'être commis contre des locaux anarchistes.

A Milan, la librairie Utopia de Largo la Foppa a été attaquée par un groupe de fascistes qui ont lancé des engins incendiaires et utilisé des armes à feu contre la vitrine dans l'intention de mettre le feu et de blesser les compagnons et les personnes présentes.

Les jours précédents, des bandes de fascistes armés avaient attaqué le local de l'organisation révolutionnaire anarchiste et à Livourne le local de l'Or-

ganizzazione comunista libertaria. Les dégâts ont été limités.

Cette reprise, en long et en large, du terrorisme fasciste dans une période de crise économique et gouvernementale aigüe, apparaît de plus en plus comme un instrument de provocation entre les mains des anciens et nouveaux patrons pour stopper l'avance des idées et des pratiques libertaires qui se répandent avec succès dans les classes exploitées.

Nous dénonçons les violences «égales» que le pouvoir développe contre les groupes révolutionnaires et encourageons nos camarades à poursuivre leur riposte qui est l'intensification de l'organisation révolutionnaire anarchiste.

livres

par Maurice JOYEUX

Le nouveau mouvement ouvrier américain

Editions Spartacus

Ce livre sera utile pour notre information et les éditions Spartacus ont eu raison de le faire connaître. Il s'agit d'une série d'articles parus dans le bulletin d'un groupe de réflexions, Root and Branch, et qui ont pour but de faire le point sur l'évolution du mouvement ouvrier américain. Le titre de cet ouvrage est d'ailleurs discutable en ce sens qu'on peut se poser la

question, après avoir lu ces pages, s'il existe vraiment un nouveau mouvement ouvrier américain et même s'il existe vraiment un mouvement ouvrier américain et si ce qu'on nomme ainsi n'est pas simplement un mouvement corporatif qui est parfois secoué par des vagues de pudeurs qui le conduisent à extirper de ses rangs un certain nombre de fripouilles qui ne res-

pectent pas la morale du système, morale de classe d'origine religieuse que personne ne remet en question.

Les membres du groupe de réflexion qui ont édité ces articles nous demandent de faire preuve de méfiance à l'égard de leur travail. Comme ils ont raison et comme on les comprend lorsqu'on voit le peu d'impact du mouvement de protestation étudiant contre la guerre du Vietnam par exemple, l'indigence des motivations de cette jeunesse américaine incapable de fouiller profondément dans le système capitaliste le plus contraignant et allant chercher les solutions à ses problèmes dans la drogue, dans le vagabondage hippie et dans les idoles d'un tintamarre appelé musique on se demande un peu pourquoi. Ce que j'ai trouvé le plus étonnant, c'est la volonté de ces jeunes gens à se mettre à l'étude du Capital pour essayer de voir clair. Et pourquoi pas à celle des guerres de religion?

D'ailleurs Paul Mattick, dans son article sur La vieille gauche et la nouvelle gauche, ne se fait pas d'illusions sur la solidité du contenu de ces formules qui n'ont jamais eu un contenu de classe et qui sont un mélange de l'individualisme hérité de Thoreau, de l'idéalisme des sectes religieuses et des courants gauchistes qui, avec un peu de retard, franchiront l'Atlantique et on peut lire: « Dix ans après la deuxième guerre mondiale et à une époque où l'ordre mondial résultant de celle-ci commençait à craquer en Europe Orientale et dans le Tiers-Monde, voilà que la paix sociale en Amérique montrait plusieurs signes de fragilité. Signes aussi divers que la violence des bandes de jeunes, la musique rock n'roll, traduction sonore des frustrations de jeunes de la classe ouvrière urbaine, le mouvement des droits civiques des noirs du Sud, révolte culturelle des «beatniks» et des «hipsters», la musique folk, et le caractère obsessionnel qu'elle prenait dans la jeunesse des classes moyennes, mais signe avant-coureur d'une «renaissance idéologique».

L'auteur de l'article met lui-même entre guillemets la «renaissance idéologique», et sa prudence est parfaitement justifiée car je ne vois pas trop ce que cette attitude passive peut avoir de commun avec le mouvement ouvrier et l'idéologie révolutionnaire. Ces jeunes Américains sont aujourd'hui récupérés et nous n'avons pas à nous étonner puisque c'est exactement ce qui s'est passé en Europe, encore qu'une partie non négligeable de cette jeunesse européenne s'est reconvertie dans le terrorisme sous des modalités multiples.

Ce livre est un livre intéressant qui nous trace les limites de toutes ces révoltes qui ont abandonné le terrain de classe pour devenir soit des luttes de clans, soit des tranquillisants destinés à soigner des états d'âme.

Le programme commun des femmes

DE L'ACTION DIRECTE AU PARLEMENTARISME!

«Oui papa! oui patron! oui chéri! y'en a marre!». Ce slogan repris en cœur par des milliers de femmes lors du 1^{er} mai à Paris, représentait à lui seul tout ce que ces femmes avaient élaboré au cours des années précédentes.

de vivre leur vie comme elles l'entendent et sans que les hommes leur en donne les directives, l'on voit surgir dans le borborygme parlementaire, avec ses relents de pourriture, un programme commun des femmes. Tel un coucou, Halimi et le mouvement «Choisir» viennent de capitaliser toute la lutte des femmes en la projetant dans un principe qui depuis 150 ans n'a accouché que de mongoliens de la rhétorique.

Ainsi, par sa position, le mouvement «Choisir» accredité l'idée que la résolution des problèmes existant dans la société peut s'accomplir par l'envoi de guignol (es) au sénat parlementaire. La condition de la femme dépendrait donc de 250 croupions qui se lèvent contre 200 qui restent assis.



Dans ses fondements, le système capitaliste et patriarcal comporte: la soumission, l'exploitation et l'aliénation des femmes. Dans sa révolte, le mouvement des femmes engendre la destruction du système autoritaire. Entre l'Etat et le mouvement de libération de la femme, aucune conciliation n'est possible. C'est la guerre entre le parlementarisme d'un système capitaliste qui s'écroule de partout et l'action directe des femmes qui s'organisent dans les groupes de quartier, dans leurs entreprises, annonçant un monde nouveau. Rien n'est commun, c'est la guerre!

Dans cette lutte que les femmes ont engagé, avec le désir

Jamais le peuple n'a obtenu quoi que ce soit des histrions de l'aquarium. C'est par la lutte qu'il a obtenu tout ce qu'il a et ses acquis ne lui ont jamais été donnés par les gigoles du sénat que contraints et forcés. L'abrogation de la loi de 1920 sur l'avortement en est un exemple parfait.

Alors les copines, si vous voulez qu'un jour se réalisent vos désirs, ne participez pas à la mascarade électorale. Votre combat est ailleurs!

Jean-Claude DEVINCK

Théâtre

CRIPURE espace Cardin

«Intellectuellement n'est-ce pas nous ne sommes pas lâches.»

Louis GUILLOUX

Le soir de la générale on a un peu, un tout petit peu respiré l'air des époques d'espérance: comme en 1936. Le thème de l'œuvre, tiré du roman de Louis Guilloux Le sang noir, se déroule en 1917. Un grand espoir vient d'éclater à l'Est et les échos atténués de cet écrit se répercutent jusqu'au petit port où enseigne Cripure, professeur au lycée. Son zèle de philosophe à évoquer La critique de la raison pure a servi de prétexte pour composer son surnom. Dans ce personnage on trouve le résumé de ce qu'il existe d'espoir, d'indépendance, et d'intelligence, perdu dans l'ensemble de lâches et de patriotes; le sabre et le goupillon règnent sur la cité. L'art de Guilloux est de nous montrer, avec un talent d'entomologiste, la vie de cet humain, évoluant selon ses caprices dans cet univers de chauvinisme imbécile. Près de sa demeure cantonnent des soldats du tsar, qu'un garde désœuvrés afin qu'ils ne retournent grossir chez eux la masse des réfractaires à l'ancien régime.

Pour voir vivre Cripure, il faut assister à l'interprétation qu'en donne Maréchal. Le candide, le révolté, l'amoureux baroque et le pochard de café du commerce sont des diversités réalisées par le même comédien. Avec simplicité, il met le point final à ses déceptions et cette scène avec Mait atteint la grandeur. Maréchal et Tatiana Moukhine méritent notre sincère admiration. L'animateur n'est que la cristallisation du groupe talentueux dans lequel il se baigne. De J-P Raffelli, l'émouvant blessé à Bernard Ballet et Jacques Angéniol, le curieux Moka, nous n'avons que des éloges à distribuer et nous ne pouvons oublier Roger Riffard, Mesguich, Crassas et leurs amis. Les décors de Mario Prassinis sont au niveau de cette réussite. Louis Guilloux était ému au soir de cette reprise. Souhaitons de le revoir à la 100^e pour célébrer dignement Cripure.

GRIVOISONS au Sélénite

Pour s'évader un peu des plateaux habituels, il est bon de retourner à la source des bateleurs qui survivent encore dans les cafés-théâtres. Dans la petite salle où se déroulent les aventures de Tabarin et de son maître, nous dégustons pleinement la joie d'un spectacle haut en couleur et d'une agréable gaillardise. L'imposant Tabarin courtise deux remarquables garces, très belles, et sachant chanter et dire avec assurance de fins morceaux du bon Rabelais, et d'autres de Jean de la Fontaine. Ici on respire à l'aise et la communication s'établit rapidement entre les spectateurs et les interprètes. Allez les voir, cela mérite d'être vu et entendu. Une adroite mise en scène de Melle N. Fallet permet à I. Romeuf d'être vraiment Tabarin. Qu'il débite moins vite et il sera parfait. Son maître, P. Blin, détaille avec talent des textes savoureux avec l'onction d'un moineillon. Les belles hotesses sont Melles M. Araxis, très bonne diseuse, et sa compagne, responsable de la mise en scène de cette belle pochade d'une époque où le théâtre se trouvait réduit au seul talent des acteurs.

Francis AGRY

Cinéma

CROIX DE FER

Sam Peckinpah

Un thème favori: celui de l'instinct de violence et de haine qui sommeille en l'homme et l'étude des situations où ces instincts trouvent à se libérer en se justifiant de diverses manières et pour des causes plus ou moins nettes, telle est encore une fois la substance du dernier film de Peckinpah (Major Dundee, La horde sauvage, Les chiens de paille, entre autres).

C'est pour la première fois néanmoins que Peckinpah étudie l'individu dans le cadre d'une guerre moderne.

En plaçant ses personnages du côté allemand, il ne choisit pas la facilité, et prouve, s'il en était besoin, que d'un côté ou de l'autre, quand l'acier vole et

emporte les tripes, existent les mêmes bassesses et absurdités.

Un film qui dégoûte de la guerre en montrant ce qu'elle est réellement.

PROLOEIL

La MJC du Mont-Mesly
100, rue Juliette Savar
à Créteil
organise

SAMEDI 25 FÉVRIER
à 20 h 45

un débat sur
LES FEMMES
ET LE TRAVAIL

autour du film
de Coline Serreau

«Mais qu'est-ce qu'elles veulent?»

CUBA, U.R.S.S., HORS D'AFRIQUE !

MAIS pourquoi donc tous ces militants révolutionnaires anti-impérialistes et anticolonialistes qui, il y a de cela quelques années, appelaient à des manifestations de rue et à des meetings pour condamner la criminelle agression de l'impérialisme yankee au Vietnam ou au Laos, montrent-ils aujourd'hui une aussi étrange discrétion, un désintéressement aussi suspect, en face des agissements - tout aussi inadmissibles - d'un autre impérialisme, venu de l'Est, en Afrique, et plus particulièrement en Angola et en Ethiopie ?

Je ferais volontiers le pari que ces militants - dont beaucoup sont des partisans convaincus des guerres « justes », parce que « progressistes » - me rétorqueraient avec vigueur que je compare des situations fondamentalement opposées, et que, jusqu'à ce jour, les soviétiques - au contraire des Américains - se sont bien gardés d'engager leurs troupes sur le terrain.

Cette affirmation n'est d'ailleurs qu'en partie exacte, puisque chacun sait bien que l'URSS combat sur la terre africaine par armée cubaine interposée. Et nul ne devrait ignorer que le « camarade » Fidel Castro est un allié inconditionnel des nouveaux tsars de Moscou, qu'il exécute sans discuter tous les ordres reçus du Kremlin, se trouvant dans l'impossibilité de contrarier ses « protecteurs », qui achètent le sucre cubain à un prix quatre fois plus élevé que celui pratiqué sur le marché international.

On voit donc que la différence est bien minime avec l'hypothèse d'une intervention directe de l'armée rouge, d'autant plus que Brejnev et ses maréchaux ont pris grand soin de parsemer à travers l'Afrique 8000 « conseillers » militaires (des soviétiques participeraient directement aux combats contre les maquisards érythréens, d'après le journaliste américain Dan Connell), et que les ventes d'armes russes à ce continent en ébullition sont passées de 100 millions de dollars en 1973 à 1600 millions de dollars l'année dernière. Une progression des plus remarquables, on en conviendra, et qui en dit long ! Fidel Castro vient encore tout récemment de rappeler 5000 réservistes, qui vont être envoyés en Ethiopie, pour épauler les « milices paysannes » du sanguinaire colonel Mengistu Haile Maryam, ce président « marxiste-léniniste » qui s'est hâté, au printemps 1977, de liquider son extrême-gauche - 30 000 personnes au moins ont été massacrées pour des motifs politiques - et qui continue de nier tout droit à l'auto-détermination au peuple d'Erythrée, ce Mengistu qui se prépare à l'invasion de la Somalie avec la bénédiction des Etats membres du pacte de Varsovie.

Quant au nombre de soldats cubains qui se trouvent actuellement en Angola, on l'estime généralement à 23 000 ; ils sont dans cette ex-colonie portugaise pour aider le régime « populaire » d'Agostinho Neto, chef du MPLA, à se maintenir au pouvoir. Le MPLA, trop faible pour tenir sans cette assistance militaire indispensable est menacée par les offensives conjointes d'autres frac-

tions nationalistes : le FNLA de Roberto Holden, soutenu par les USA et la Chine Populaire, et l'UNITA, renforcée par des mercenaires zairois et sud-africains. Des informations dignes de foi ont filtré, qui laissent entendre que les relations entre les soldats cubains et la population angolaises seraient plutôt tendues, et que certains affrontements violents se seraient même produits à diverses reprises, ce qui aurait amené une « démoralisation » dans les rangs du corps expéditionnaire castriste, où une mutinerie sérieuse aurait éclaté (le bilan de cette mutinerie, réprimée brutalement, aurait été de 17 morts et 35 blessés). Cet incident apporte la preuve que le « juste » combat au côté des armées, dites « de libération nationale », rencontre parfois des obstacles imprévisibles et risque aussi de provoquer certaines « bavures », inhérentes à toute entreprise militariste, d'où qu'elle vienne. Cette sorte d'engrenage interventionniste, où les communistes pro-soviétiques semblent s'enliser de plus en plus, fait-il partie d'un plan à long terme, mûrement réfléchi, et visant à la suprématie de l'idéologie moscovitaire dans cette partie du monde ? C'est une explication vraisemblable, et si l'on jette un regard du côté de l'Asie du Sud-Est, on s'aperçoit que le contrôle des pays du tiers-monde par les impérialistes marxistes est déjà bien entamé, et continue à s'étendre.

Les communistes cubains tiennent, en Afrique, le rôle d'agents d'exécution des intérêts de leurs « patrons » soviétiques, dont ils sont entièrement dépendants sur le plan économique, quoi qu'en puissent dire les attardés du guévarisme.

Certes, les régimes colonialistes, africains ou asiatiques, qui précéderent les proclamations « d'indépendance » et l'avènement des républiques « populaires » et « démocratiques », étaient totalement corrompus et n'étaient pas le moins du monde tolérables ou défendables, mais nous devons bien constater, avec tristesse - mais sans étonnement - que ces malheureux pays n'ont fait que changer de tyrans et que leurs peuples - qu'on a nourri d'espoirs toujours remis à plus tard - demeurent tout aussi exploités, aussi opprimés, aussi privés de moyens d'expression, qu'avant l'heure de leur prétendue « libération », qui ne fut qu'une énorme mascarade, observée de loin par les grandes puissances impérialistes, expertes en néo-colonialisme et en division du monde en « zones d'influence ».

Bernard Ianza

DES NOUVELLES DU COMMUNISME D'ÉTAT

Quelques réflexions sur le cadavre pourrissant de la révolution chinoise

LORSQU'on parle de la Chine, on ne peut pas oublier cette étrange itinéraire d'une nation et de son peuple ballotés depuis une génération par la lutte des idéologies, des intérêts de classe, des rivalités de personnes. On ne peut pas oublier non plus ces cohortes d'imbéciles brandissant le petit livre rouge avec la fierté du cabot qui porte dans sa gueule la laisse qui servira à le river à sa niche, on ne peut pas oublier non plus la veulerie de ces intellectuels dont certains se reconvertisent aujourd'hui dans un anarchisme de salon, et qui, alors, du haut d'une philosophie broutée dans la cour d'honneur de la Sorbonne, badigeonnaient des pages pour nous expliquer le génie théorique de Mao Tsé Toung. Mais on n'oubliera sûrement pas non plus ces journaux et ces journalistes qui, après avoir porté aux nues la « révolution culturelle », la traînent aujourd'hui dans la boue. Vous me direz que ces journalistes en sont réduit à la nécessité de manger et que vous répondriez, pour ma part, que je n'en vois pas l'utilité !

Le calvaire de la Chine, c'est celui d'un peuple qui fera « sa révolution » à partir d'une guerre qui nécessitera un appareil militaire et civil, et cet appareil, une fois la paix revenue, pèsera comme une chape de plomb sur les épaules des travailleurs. Il remplacera, après des luttes intestines et sanglantes, la classe dirigeante en s'octroyant tous les avantages de cette classe. Et pourtant, l'évolution du socialisme chinois aurait pu prendre une autre voie. Ainsi que je l'ai dit dans des articles du *Monde Libéraire* et surtout dans une étude publiée par *La Rue*, la pénétration du socialisme en Chine se fit au début du siècle, à partir de Kropotkine, et on comprend que le communisme libertaire ait parfaitement convenu à ce pays surtout agricole et à industrie artisanale, et nous avons pu voir, au cours des périodes qui, ces quinze dernières années, secouèrent le pays, que certains principes basés sur la priorité de la Commune dans l'économie et la décentralisation de la grosse industrie relevaient directement de l'anarchie, et c'est pour l'avoir écrit et dit que Pa Chin (*), cet historien du socialisme en Chine fut « remis à la base ».

La Révolution Culturelle se déroula sur deux plans. Pour les personnages qui dirigeaient le parti, il s'agissait de chasser un clan composé de « militaires glorieux », d'intellectuels bien en cour, et de fonctionnaires envahissants, pour prendre leurs places et, dans l'ombre de cette révolution de palais, on assista à une autre lutte, celle d'une jeunesse révolutionnaire qui avait pris conscience du pourrissement de la révolution chinoise et qui, à l'ombre du gros poussah qui régnait dans la Cité interdite, tentèrent de remettre en route le processus révolutionnaire. Pour notre part, à la Fédération Anarchiste, nous ne nous sommes pas trompés et nous avons refusé de suivre ceux qui exaltaient ou condamnaient la Révolution Culturelle comme un tout, et si nous avons vigoureusement condamné la comédie qui se déroulait à la tête du pouvoir, nous avons soutenu la lutte de la jeunesse « contre tous les mandarins de la sociale », cette jeunesse qui, présentant le retour d'un réformisme au service d'une nouvelle

classe dirigeante, écrivait dans un dernier tract avant d'aller

formisme et le révisionisme ont triomphé et la presse, toute la presse de notre pays, celle de la bourgeoisie comme celle du libéralisme social, se félicite d'avoir enfin pour diriger ce pays immense des gens « raisonnables » qui leur ressemblent, avec qui on va pouvoir faire des affaires et avec lesquels on va pouvoir s'entendre dans la guerre économique que se livrent le capitalisme libéral et le capitalisme d'Etat. La « bande des quatre » sortira un jour de prison, mais tous ces jeunes assassins par l'armée, jetés à la rivière qui les portera jusqu'à l'océan qui lui-même rejettera



pourrir dans les cachots du socialisme :

« La Commune d'extrême-gauche ne s'abaisse pas à dissimuler ses opinions. Nous le déclarons bien haut, notre but, qui est l'établissement de la commune populaire en Chine, ne peut être atteint que par le renversement violent de la dictature de la bourgeoisie et du système imposé par les comités dits révolutionnaires. Tremblez, nouveaux bourgeois bureaucratiques, devant la véritable révolution socialiste qui va ébranler le monde. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. »

Ce fut le dernier cri de la Révolution Culturelle. Les bourgeois à la tête du parti et de l'Etat avaient réglé leurs comptes et s'étaient à nouveau partagé le pouvoir. La révolution de la jeunesse devenait embarrassante, on la liquidait !

Aujourd'hui en Chine, le ré-

leurs cadavres sur les plages, ceux-là, qui furent nos frères, sont morts. La voie pour un nouvel impérialisme est ouverte dans le concert des nations et la société de classes chinoise va s'y précipiter. La Révolution Culturelle est terminée mais, comme je l'écrivais il y a trois ans, Mao, le Bouddha marxiste qui finit de pourrir dans son cercueil de verre, n'échappera pas à ce « XX » congrès de parti communiste chinois » qui le ramènera sur cette terre pour lui faire porter le fardeau non seulement de ses crimes, mais également celui d'une bureaucratie qui l'a aidé dans cette immense duperie.

Maurice JOYEUX

* Le centre de recherches asiatiques de l'université Paris-VII nous apprend que le vrai nom de cet historien est Li Feigan, Pa Chin étant un pseudonyme formé de la première syllabe de Bakounine et de la dernière syllabe de Kropotkine, de sorte que la véritable retranscription en français de son nom d'écrivains devrait être Ba Kin afin de respecter son intention.